505207121/19

4931

(1938-1940)

REMUNERATION DU PERSONNEL MOBILISE

Extension du régime général aux auxiliaires et mineurs mobilisés

C.D. 30.1.40 36 IX

QUESTION IX - Allocations aux auxiliaires et mineurs mobilisés.-

P.V.COURT

Comme suite aux mesures qu'il a arrêtées dans sa séance du 12 septembre 1939 en faveur du personnel mobilisé du cadre permanent, le Comité approuve les propositions du Directeur Général en ce qui concerne les auxiliaires et mineurs mobilisés.

STENO p.36

M. LE PRESIDENT - Etes-vous d'accord sur les propositions que vous a soumises M. LE DIRECTEUR GENERAL ?

M. GRIMPRET - Résultent-elles de demandes formulées par le personnel ?

M. LE BRUNERAI - Oui. Nous avons reçu des demandes très pressantes émanant des agents et de la Fédération. D'ailleurs, toutes les industries ont fait quelque chose. Nous nous sommes rapprochés du Ministère des Travaux Publics, afin d'élaborer un régime analogue à celui qui a été institué pour les Mines et les Distributions d'Electricité.

M. GRIMPRET - Je me préoccupais précisément de savoir si nous avions fait quelque chose de parallèle.

M. BERTHELOT - Oui. C'est tout à fait homogène.

M. MARLIO - Je n'ai pas d'objections.

M. LE PRESIDENT - Les propositions sont adoptées.

Comité de Direction

Séance du 30 janvier 1940

**IX - Allocations aux auxiliaires et mineurs
mobilisés.**

COMITÉ DE DIRECTION
du 30 Janvier 1940

(Question N° IX)

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

29 janvier 1940.

RAPPORT AU COMITÉ

Allocations aux auxiliaires
et mineurs mobilisés.

Dans sa séance du 12 septembre 1939, le Comité de Direction a bien voulu approuver le régime d'allocation prévu en faveur des agents du cadre permanent mobilisés.

Nous avons procédé depuis lors à l'étude des mesures qui pourraient être prises à l'égard des auxiliaires et des mineurs mobilisés.

I - AUXILIAIRES.

L'article 5 du Décret du 1^{er} septembre 1939 étend aux auxiliaires de l'Etat les dispositions prévues en faveur des Fonctionnaires mobilisés; ses termes sont les suivants :

"Art. 5 - Les dispositions qui précèdent sont applicables aux personnels auxiliaires appelés sous les drapeaux et qui appartenaient à une Administration de l'Etat depuis 6 mois au moins au moment de la mobilisation".

L'examen de la situation de nos auxiliaires mobilisés nous a conduit à distinguer 3 catégories :

1° - Les auxiliaires payés au mois. Ces auxiliaires sont en très petit nombre (55 seulement sont mobilisés); ils sont soumis, en ce qui concerne la rémunération et les conséquences de la durée du travail sur cette rémunération au même régime que les agents du cadre permanent. Nous nous proposons de leur appliquer, en matière d'allocation aux mobilisés, les mêmes dispositions qu'aux agents du cadre permanent.

Le coût en est, par mois, de 60.000 fr.

.....

2° - Les auxiliaires payés à l'heure mais qualifiés permanents parce que, en 1936, ils remplissaient les conditions de durée de service prévues par la Convention Collective des auxiliaires pour leur admission au cadre permanent mais qui n'ont pu être admis au cadre parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions d'âge ou d'aptitude physique prévues par les Règlements. Ces auxiliaires ont été maintenus en service d'une manière continue sauf des coupures annuelles de très faible durée. Nous sommes d'avis de leur appliquer un régime qui s'inspire de celui qui est appliqué dans d'autres services publics concédés.

Ils recevraient une allocation égale à une fraction de l'excédent de leur salaire net (non compris allocations pour charges de famille) sur leur solde militaire nette, variable suivant la situation de famille de l'auxiliaire et égale à :

- célibataire	25 %
- marié	50 %
- marié avec un enfant à charge	60 %
- " 2 " "	70 %
- " 3 " ou plus à charge	80 %

En outre, nous maintiendrions à ces auxiliaires les allocations pour charges de famille auxquelles ils auraient droit s'ils étaient en service à la S.N.C.F.; cette mesure est d'ailleurs prise par les Caisses de compensation d'allocations pour charges de famille lorsqu'elles en ont les moyens.

Ces mesures coûteraient, par mois, 487.000 fr.

3° - Les auxiliaires payés à l'heure, non permanents, ne recevraient aucune allocation en dehors de leurs allocations pour charges de famille qui leur seraient maintenues.

Des secours seraient envoyés à ceux dont la situation paraîtrait particulièrement digne d'intérêt.

Le coût de cette mesure est, par mois, d'environ 203.000fr

L'ensemble de ces dispositions coûterait 750.000 fr par mois, soit 9 millions par an.

II - Mineurs.

Les Fonctionnaires de l'Etat reçoivent l'allocation prévue en faveur des fonctionnaires mobilisés dès qu'ils sont libérés du service militaire actif.

En raison de ses excédents d'effectifs, la S.N.C.F. n'aurait réadmis ses anciens mineurs confirmés ayant donné satisfaction qu'un an après la date de leur libération du Service

militaire actif, utilisant ainsi au maximum la faculté qui lui est laissée par la Convention Collective.

Nous avons l'honneur de proposer au Comité de Direction d'accorder une allocation égale à celle prévue pour les agents du cadre permanent mobilisés aux anciens mineurs qui étaient confirmés lors de leur appel sous les drapeaux et qui n'avaient pas été avisés, lors de leur départ, qu'ils ne seraient pas réadmis à la S.N.C.F. en raison de l'insuffisance de leur service.

L'allocation serait déterminée en prenant comme rémunération celle qu'avait le mineur avant son départ au Service militaire.

Cette mesure n'entraînera des dépenses qu'à partir d'avril 1940. A ce moment son application coûtera par mois environ 700.000 fr.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

REMUNERATION DU PERSONNEL MOBILISE

Application du régime général aux agents mobilisés
dans les sections de chemins de fer de campagne

C.D.	3.10.39	28	IV a (b)
C.A.	25.10.39	5	IIbis D b

25 octobre 1939

QU. Ibis - Compte rendu de la délégation
de pouvoirs donnée par le Conseil
d'Administration dans sa séance
du 1er septembre 1939.

(a) p. 5

M. LE PRESIDENT rappelle qu'il a été distribué aux membres
du Conseil un compte rendu des affaires qui ont été réglées
en vertu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil
dans sa séance du 1er septembre 1939, et dont il reprend
l'énumération :

D - Mesures intéressant le personnel pour le temps de guerre

b) Rémunération des agents mobilisés dans les sections de chemins
de fer de campagne.

Le Comité de Direction a décidé d'étendre aux agents mobilisés
dans les sections de chemins de fer de campagne et dans les mêmes
conditions, le bénéfice des allocations prévues en faveur des autres
agents mobilisés et dont il a été rendu compte au Conseil dans sa
séance du 20 septembre.

3 octobre 1939

QU. IV - Questions diverses

Allocations aux agents mobilisés dans les
Sections de Chemins de fer de campagne -

P.V. COURT (a)

Comme suite à sa délibération du 12 septembre 1939, le Comité de Direction décide d'étendre aux agents mobilisés dans les Sections de Chemins de fer de campagne, et dans les mêmes conditions, le bénéfice des allocations prévues en faveur des autres agents mobilisés.

STENO p. 28 (b)

M. LE PRESIDENT.- Lorsque nous avons examiné la situation des agents mobilisés, nous avons réservé le cas des agents mobilisés dans les sections de chemins de fer de campagne. On nous propose de leur accorder, dans des conditions identiques, le bénéfice des allocations prévues pour les autres mobilisés.

M. LE BESSERAIS.- C'est cela.

M. GRIMPET.- C'est tout à fait logique.

M. BOUTHILLIER.- Je suis tout à fait d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Les propositions sont approuvées.

Paris, le 3 Octobre 1939.

R A P P O R T
au COMITÉ de DIRECTION

ALLOCATIONS aux AGENTS MOBILISÉS
dans les SECTIONS de CHEMINS de FER de CAMPAGNE

Dans ses séances des 30 Août et 12 Septembre, le Comité de Direction a bien voulu fixer, sur notre proposition, les allocations à accorder aux agents mobilisés dans des unités autres que les Sections de Chemins de fer de Campagne.

Il avait été indiqué que le régime à appliquer aux agents mobilisés dans les Sections de C.F.C. était à l'étude à l'Etat-Major de l'Armée. En fait, la solde militaire des Officiers, Sous-Officiers et hommes de troupe des Sections de Chemins de fer de Campagne fait l'objet de dispositions particulières; mais aucun motif ne s'oppose à ce que nous accordions aux agents des Sections de Chemins de fer de Campagne des allocations calculées comme celles des autres mobilisés :

Allocation égale pour les agents mariés et assimilés à la différence entre la rémunération S.N.C.F. et la solde militaire.

Attribution aux célibataires sans charges de famille d'une allocation égale à la moitié de la précédente.

En conséquence, nous avons l'honneur de proposer au Comité de Direction de bien vouloir approuver l'extension aux agents mobilisés dans les Sections de Chemins de fer de Campagne, des dispositions adoptées par lui à l'égard des autres agents mobilisés.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS,

Allocations à verser au personnel mobilisé

Personnel S.N.C.F.

Régime général

(s) C.D.	14. 9.38	10	III
C.D.	28. 9.38	18	VII
C.B.	4.10.38	39	VIII (e)
C.A.	5.10.38	71	X 2°
C.D.	18. 4.39	73	XII (1)
C.D.	25. 4.39	41	VII d (f)
C.D.	16. 5.39	68	X b
C.D.	30. 8.39	49	XII (d)
Note du Service du Personnel	1. 9.39		
C.D.	5. 9.39	28	VIII (b)
C.D.	12. 9.39	20	VI
(s) C.D.	19. 9.39	4	I
C.A.	20. 9.39	6	IIbis
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	21. 9.39		
Ordre général n° 28	25. 9.39		
C.D.	14.11.39	48	VIII (e)
Ordre Général n° 28	28.12.39		

SOCIÉTÉ NATIONALE

des CHEMINS DE FER FRANÇAIS

COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER

P

ORDRE GÉNÉRAL N° 28

Paris, le 28 décembre 1939.

Del.
Col.

Nm.
42

II
C.C. P. 9

Le présent tirage annule et remplace celui du 25 septembre 1939.

SITUATION DES AGENTS DU CADRE PERMANENT DE LA S. N. C. F. PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Suspension de l'avancement

Article 1^{er}.

Pendant la durée d'application du présent Ordre Général, tout agent conservera, sauf rétrogradation, l'échelon et l'échelle qu'il avait au 1^{er} septembre 1939.

Suspension du recrutement

Article 2.

L'admission d'agents dans le cadre permanent est suspendue. Toutefois, les apprentis ayant terminé leur apprentissage et remplissant les conditions pour être admis dans le cadre permanent pourront être admis comme « mineurs » dans les mêmes conditions qu'en temps de paix.

RÉGIMES APPLICABLES AUX AGENTS MOBILISÉS

Article 3.

Les agents qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif et qui sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux bénéficient de l'un des deux régimes suivants :

I. — 1^{er} Régime

Ce régime est applicable aux agents mariés, ainsi qu'aux agents célibataires, veufs ou divorcés ayant une ou plusieurs personnes à leur charge, en considérant comme à charge les personnes appartenant à la catégorie B-I de l'Annexe I au Règlement concernant les facilités de circulation ainsi que les pères, mères et filles célibataires majeures demeurant chez l'agent d'une manière permanente et ayant un revenu au plus égal à 650 frs par mois et par intéressé.

Les Officiers, Sous-Officiers et Soldats bénéficient d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur rémunération civile nette et leur solde militaire nette.

Des instructions d'application définiront le mode de calcul de la rémunération civile nette et de la solde militaire nette.

II. — 2^e Régime

Ce régime est applicable aux agents autres que ceux visés ci-dessus.

Ces agents reçoivent une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue au régime précédent.

III. — Dispositions communes aux deux catégories d'agents mobilisés.

Les agents mobilisés restent, pendant la durée de leur mobilisation, affiliés à la Caisse des Retraites ainsi qu'aux Caisses de Prévoyance auxquelles ils étaient affiliés lors de leur mobilisation.

Les allocations spéciales mensuelles définies ci-dessus sont nettes de retenues pour les Caisses de Retraites ou de Prévoyance.

Les agents mobilisés continuent à bénéficier pour leurs familles :

1^o — de l'économat;

2^o — des fournitures de combustibles à prix spécial.

Leur régime de facilités de circulation et celui de leur famille sont les mêmes que ceux des agents restés en service et de leur famille.

Article 4.

Une décision du Directeur Général notifiée à l'agent intéressé peut, pour motif grave, supprimer ou suspendre temporairement l'attribution de l'allocation.

AGENTS EN DISPONIBILITÉ MOBILISÉS

Article 5.

Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux agents qui étaient en congé de disponibilité le 24 août 1939, sauf en ce qui concerne les agents qui étaient en disponibilité par application des décrets du 28 janvier 1939 pour être détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.

DÉLÉGATIONS DE SOLDE

Article 6.

En dehors des délégations de solde qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire conformément aux règlements existants, les agents de la S.N.C.F. peuvent donner délégation de toucher tout ou partie de l'allocation définie à l'article 3 dans les conditions fixées par des instructions d'application.

RÉMUNÉRATION DES AGENTS MAINTENUS EN SERVICE

Article 7.

Les agents de la S.N.C.F. maintenus en service ne peuvent recevoir, en dehors des remboursements de frais ou des primes de rendement, d'autres émoluments que ceux prévus par le Fascicule des Conditions de Rémunération, complétés par ceux qui seront fixés par les Circulaires d'application ainsi que par l'indemnité spéciale temporaire et les allocations pour charges de famille.

Est suspendue l'application des dispositions contenues dans les chapitres VIII (heures supplémentaires) et IX (travail effectué exceptionnellement en dehors des heures réglementaires) du Livre I et des dispositions correspondantes des Livres II, III et IV du Fascicule des Conditions de Rémunération.

Les agents recevront, pour les heures supplémentaires, les rémunérations qui seront fixées dans l'arrêté ministériel prévu par l'article 5 du décret du 6 octobre 1939 relatif au régime de travail.

Le régime des indemnités de déplacement et des indemnités de changement de résidence est maintenu, en principe, sous réserve des modifications apportées par l'Instruction Générale — Série Personnel N° 24.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

QU. VIII - Questions diverses

Pas de P.V. COURT

e) Traitement du personnel mobilisé.

STENO p. 46

M. BOUTHILLIER. - Je dois par ailleurs revenir sur une question qui a été longuement débattue au Comité dans le courant du mois de septembre. Il s'agit du traitement consenti aux mobilisés et je serais très désireux de savoir comment la Direction Générale applique les décisions prises à ce sujet par le Comité et acceptées par le Gouvernement.

Je suis amené à poser cette question, en raison de l'opposition très vive qui se manifeste actuellement contre les mesures prises par l'Etat et par la S.N.C.F. en faveur de leurs personnels mobilisés ; cette campagne d'opinion vise surtout l'Etat, car, en réduisant de 50 % l'allocation complémentaire accordée aux agents célibataires mobilisés, la S.N.C.F. a tenu compte de la notion de charges de famille dont le bien-fondé est généralement reconnu.

Cependant, en élaborant le décret-loi du 19 septembre 1939 relatif à la situation des fonctionnaires mobilisés, le Ministère des Finances pensait que l'opinion publique l'approuverait, estimant qu'on ne saurait trop faire en faveur des combattants. Mais nous sommes malheureusement amenés à constater qu'en raisonnant ainsi, nous avons commis une erreur de psychologie.

Pour ce qui ~~XXXX~~ concerne, je considère comme justes et légitimes toutes les mesures prises à l'égard des mobilisés, mais il n'en reste pas moins que ces mesures sont violemment combattues.

Dans l'intérêt même des fonctionnaires et des cheminots mobilisés, il faut que les décisions prises soient appliquées d'une façon extrêmement stricte, sinon nous risquons de voir remettre en question toutes les mesures prises en faveur des fonctionnaires et des agents de chemins de fer mobilisés.

Je vais vous citer un exemple concret, qui illustrera mon exposé. La question s'est posée récemment de savoir si les départements ou les communes, en l'espèce le département de la Seine, pouvaient maintenir aux instituteurs mobilisés l'indemnité départementale qui leur est accordée.

Nous avons répondu négativement, malgré l'opposition du Ministère de l'Education Nationale, en faisant valoir que l'indemnité différentielle accordée aux fonctionnaires mobilisés est basée sur les éléments de rémunération soumis à retenue, pour la retraite, et que l'indemnité départementale en cause, n'étant pas soumise à ladite retenue, ne pouvait être maintenue.

Si je me permets de revenir sur cette question, c'est que toutes les fois où j'ai insisté pour une application stricte des textes, et cité en exemple le régime institué par la S.N.C.F., il m'a été répondu qu'en fait le régime établi pour les cheminots mobilisés était appliqué d'une façon telle qu'il apparaissait, dans l'ensemble, plus avantageux que le régime prévu à l'égard des fonctionnaires.

Je crois donc qu'il importe, dans l'intérêt même des cheminots, de veiller à ce que le régime que vous avez institué soit appliqué d'une manière très stricte.

C'est le seul moyen d'assurer le maintien d'un régime qui nous paraît équitable et que, pour cette raison, nous désirons voir continuer d'appliquer.

M. BERTHELOT.— Je tiens à faire remarquer que le régime des allocations accordées aux agents de chemins de fer mobilisés est inséparable du régime du travail auquel ils sont astreints. Lorsque nous avons accepté que les cheminots travaillent 60 h. par semaine au lieu de 45, sans aucune rémunération supplémentaire, il a été entendu que les économies résultant de cette augmentation, sans compensation pécuniaire, de la durée du travail serviraient à financer les allocations aux mobilisés. Si donc, nous

sommes obligés de revenir sur le régime desdites allocations, il nous faudra également revenir sur la réglementation du travail, et prévoir notamment une rémunération des heures supplémentaires.

M. BOUTHILLIER. - Il n'est pas ~~xxx~~ question de revenir sur le régime des allocations aux mobilisés, mais d'appliquer les décisions prises de façon stricte.

M. LE BESNERAIS. - Si vous avez connaissance de cas particuliers où des ~~abus~~ abus auraient été commis dans l'application des décisions que nous avons prises, ~~vous~~ nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous les signaler.

Je n'ai pas, quant à moi, donné d'instructions pour une application large ou stricte de ces décisions, car il s'agit d'un calcul arithmétique.

M. LE PRESIDENT. - Il y a, cependant, la question d'appréciation des charges de famille, appréciation que nous avons voulu large.

M. GRISPRET. - Oui. Nous avons insisté très vivement au Comité pour que la notion de charges de famille soit interprétée très libéralement.

M. BERTHELOT. - Un collaborateur de M. BOUTHILLIER m'a rapporté que tout cheminot célibataire se découvre un vieux père infirme ou une mère malade. D'ores et déjà, j'ai demandé à M. BARTH de faire un sondage pour 1.000 agents célibataires pris au hasard afin que nous sachions à quoi nous en tenir.

M. BOUTHILLIER. - Je n'entre pas dans le détail de la question. Je vous signale simplement que des abus peuvent entraîner, pour les cheminots, la perte intégrale des avantages que nous leur avons consentis.

M. BERTHELOT. - Je me permets néanmoins d'insister sur le fait que les cheminots sont seuls en France à travailler 60 heures pour une rémunération correspondant à 45 heures seulement. Les fonctionnaires ne sont pas astreints à une durée de travail aussi longue.

M. LE PRÉSIDENT. - Les cheminots le sentent durement d'ailleurs.

M. ARON. - Pourquoi a-t-on établi un régime aussi dur pour les seuls cheminots ?

M. BERTHELOT. - C'est parce que les circonstances l'exigent.

M. BOUTILLIER. - Peut-être pourrait-on examiner quelles sont les indemnités dont il convient de maintenir le paiement. Il y aurait peut-être lieu de procéder à cette révision dans le but de sauvegarder la situation d'ensemble faite aux cheminots mobilisés.

M. MARLIO. - Lorsque la question des allocations aux cheminots mobilisés a été discutée ici, le Comité s'est trouvé fort embarrassé et a pris successivement deux décisions en sens contraire et, pour ma part, j'estime qu'il a eu raison de revenir sur sa première décision et d'établir le régime actuellement en vigueur. Nous avons alors prévu les réclamations qui se font jour et qui sont d'une violence telle que je doute fort que le Gouvernement puisse maintenir longtemps la position qu'il a prise à l'égard de ses fonctionnaires. Et c'est en raison des critiques qui nous paraissent devoir s'élever contre une formule maintenant le bénéfice de la totalité de son traitement à tout agent mobilisé sans distinction, que nous avons adopté un régime tenant compte dans une large mesure des charges de famille.

.....

Nous nous sommes ainsi placés sur un terrain qui me paraît défendable, parce qu'équitable. Deux raisons, en effet, motivent notre attitude : la première est celle que vient d'indiquer M. BERTHELOT : à savoir que la semaine de 60 heures a été imposée sans compensation aux cheminots non mobilisés, afin que les économies en résultant assurent le paiement des allocations accordées à leurs camarades rappelés sous les drapeaux.

La seconde est tirée de la discrimination nettement établie entre agents ayant des charges de famille et agents sans charges de famille.

J'estime donc que nous avons eu pleinement raison de ne pas assimiler les cheminots aux fonctionnaires, et que, nous étant ainsi placés sur un bon terrain, nous n'avons aucun motif de revenir sur notre décision. C'est à la Direction Générale qu'il appartient de surveiller l'application des mesures que nous avons édictées, et de prendre toutes dispositions utiles pour empêcher les abus.

M. BOUTHILLIER. - Je ne demande pas que le Comité revienne sur la position même qu'il a adoptée, mais qu'il prenne les dispositions utiles pour éviter toute extension abusive des mesures prises.

M. LE PRESIDENT. - Il y a deux sortes d'extension que l'on peut envisager. D'une part, ^{celles relatives à} ~~la~~ la notion des charges de famille et M. BERTHELOT nous a dit qu'il suivait en ce moment la question.

M. LE BESNERAIS. - Une enquête est ouverte à ce sujet.

M. BERTHELOT. - Oui, ainsi que je vous le disais tout à l'heure, j'ai chargé M. BARTH de faire un sondage, et d'effectuer les recherches utiles sur 1.000 célibataires mobilisés pris au hasard.

M. LE PRESIDENT. - D'autre part, il y a la question des indemnités qui, en dehors du traitement proprement dit et de la gratification, sont maintenues au personnel mobilisé. Bien entendu, il ne peut être question de supprimer la gratification qu'on peut qualifier en somme de partie mobile du traitement.

M. LE BESNERAIS - Il y a les allocations pour charges de famille, l'indemnité de résidence et les primes des mécaniciens.

M. BERTHELOT - Plus les trois indemnités successives de vie chère.

M. BOUTHILLIER - Vous faites entrer la gratification parmi les éléments servant de base au calcul de l'indemnité différentielle ?

M. BOUFFANDEAU - Est-elle soumise à retenue pour la retraite ?

M. LE BESNERAIS - Oui. Nous prenons en considération, d'une part, tous les éléments de rémunération soumis à retenue, à savoir : le traitement, la gratification, les primes versées aux mécaniciens et, d'autre part, les allocations pour charges de famille, les indemnités de résidence et de cherté de vie, bien que ces dernières indemnités ne soient pas soumises à retenue pour la retraite.

M. CHIMPRET - Je ne crois pas que le régime applicable aux cheminots mobilisés soit plus avantageux que celui des fonctionnaires mobilisés. Au fond, lors de la discussion sur cette affaire, nous étions tous d'accord, malgré la divergence de nos conclusions. Ceux d'entre nous qui se refusaient à accepter une réduction de 50 % de l'indemnité différentielle accordée aux célibataires tiraient uniquement argument de l'attitude prise par l'Etat à l'égard de ses fonctionnaires, mais ils auraient accepté cette réduction si le Gouvernement l'avait admise.

Il apparaît maintenant que notre décision fût sage; mais je ne me souviens pas qu'il ait été fait état, au cours

de la discussion, du lien qui existait entre le régime d'allocations aux mobilisés et la durée du travail imposée aux non mobilisés.

M. LE BESNERAIS - Non, il n'en a pas été question à ce moment-là.

M. GRIMPRET - C'est peut-être dommage, parce que cette indication eût sans doute levé toutes les objections.

M. BERTHELOT - La relation de cause à effet qui existe entre ces deux questions est précisée dans le rapport qui précède le décret-loi du 5 octobre 1939, modifiant le régime du travail du personnel de la S.N.C.F.

M. GRIMPRET - En tout cas, il n'en a pas été fait mention lors des discussions au Comité sur le régime des allocations aux mobilisés. A aucun moment, il n'a été question de l'allongement de la durée du travail.

M. BOUFFANDEAU - L'application de la semaine de 60 heures n'a été réglementée que plus tard.

M. GRIMPRET - Elle avait été cependant décidée et mise en vigueur plus tôt, mais, dans une certaine mesure, je crois, irrégulièrement.

M. LE BESNERAIS - Non, pas du tout irrégulièrement. J'ai décidé de soumettre le personnel au régime des 60 heures et j'avais le droit de le faire, en tant que membre de la Commission Centrale des chemins de fer. La S.N.C.F. et ses agents étaient requis. Il me fallait mettre à la disposition de l'autorité militaire les hommes dont elle avait besoin. Je l'ai fait. J'avais le droit et le devoir de le faire et j'en revendique toute la responsabilité.

.....

M. LE PRESIDENT.- Les cheminots travaillent plus que les fonctionnaires et ils sont moins payés. Nous sommes donc en bonne posture pour défendre le régime que nous avons institué.

M. BOUTHILLIER.- Je ne faisais aucune comparaison.

M. BERTHELOT.- Il faut, en tout cas, bien maintenir le lien qui existe entre les deux idées : augmentation de la durée du travail sans compensation, d'une part, allocation aux mobilisés d'autre part.

M. LE PRESIDENT.- Je remercie M. BOUTHILLIER de sa communication et de ses observations.

Ne en cd le 27/9

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

ORDRE GÉNÉRAL N° 28

des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

Paris, le 25 septembre 1939

DEL.
COL.

Nm
42

II
C.O. P. 9

**SITUATION DES AGENTS DU CADRE PERMANENT DE LA S. N. C. F.
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Les dispositions du présent Ordre Général règlent, jusqu'à nouvel ordre, la situation des agents du cadre permanent de la S. N. C. F. à partir de la mobilisation générale, et pendant la durée des hostilités.

Article 1^{er}.

Pendant la durée d'application du présent Ordre Général, tout agent conservera, sauf rétrogradation, l'échelon et l'échelle qu'il avait au 1^{er} septembre 1939.

Article 2.

L'admission d'agents dans le cadre permanent est également suspendue. En particulier, les apprentis ayant terminé leur apprentissage seront admis, s'il y a lieu, comme auxiliaires et non comme mineurs.

RÉGIMES APPLICABLES AUX AGENTS MOBILISÉS.

Article 3.

Les agents appelés sous les drapeaux et qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif sont soumis, lorsqu'ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux, à l'un des deux régimes suivants :

I. — 1^{er} Régime.

Ce régime est applicable aux agents mariés, ainsi qu'aux agents célibataires, veufs ou divorcés ayant une ou plusieurs personnes à leur charge, en considérant comme à charge les personnes appartenant à la catégorie B I de l'annexe I au Règlement concernant les facilités de circulation (1).

Les officiers, sous-officiers et soldats bénéficient d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur rémunération civile brute et leur solde militaire nette.

a) La rémunération civile brute est calculée en additionnant :

- les éléments de rémunération comptant pour la retraite calculés en appliquant les règles posées par l'article 16, § 7, de la Convention collective ;
- l'indemnité spéciale temporaire ;
- l'indemnité de résidence correspondant à la résidence dans laquelle l'agent se trouvait avant d'être mobilisé ;
- les allocations familiales correspondant à cette résidence ; ces allocations varieront pendant la durée d'application de la présente instruction comme elles auraient varié si l'agent était resté en activité.

(1) Ainsi que les pères, mères et filles célibataires majeures demeurant chez l'agent d'une manière permanente et ayant un revenu au plus égal à 650 fr. par mois et par intéressé.

La rémunération civile brute ainsi calculée variera éventuellement comme celle des agents restés en service.

b) **La solde militaire nette** comprend :

- la solde nette proprement dite,
- l'indemnité spéciale temporaire,
- l'indemnité pour charges militaires,
- les indemnités pour charges de famille.

II. — 2° Régime.

Ce régime est applicable aux agents autres que ceux visés ci-dessus.

Ces agents reçoivent une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue au régime précédent.

III. — Dispositions communes aux deux catégories d'agents mobilisés.

Les agents mobilisés restent affiliés à la Caisse des Retraites pendant la durée de leur mobilisation moyennant une retenue égale à celle qu'ils auraient subie, conformément au règlement des Retraites auquel ils sont soumis, sur les éléments de leur rémunération civile brute soumis à retenue.

Ils continuent à bénéficier pour leurs familles :

- 1° de l'économat ;
- 2° des fournitures de combustible à prix spécial ;
- 3° des avantages accordés par la Caisse de Prévoyance (ou par les Caisses de l'A. L., de l'EST ou du P.-O.-Midi) contre versement de leur quote-part.

Leur régime de facilités de circulation est le même que celui des agents restés en service.

Article 4.

Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux agents qui étaient en congé de disponibilité le 24 août 1939, sauf en ce qui concerne les agents qui étaient en disponibilité par application des décrets du 28 janvier 1939 pour être détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.

Article 5.

En dehors des délégations qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire, conformément aux règlements existants, les agents de la S. N. C. F. peuvent donner délégation de toucher tout ou partie de l'allocation définie à l'article 3 dans les conditions prévues par l'Instruction Générale Personnel N° 21 du 25 août 1939.

RÉMUNÉRATION DES AGENTS MAINTENUS EN SERVICE.

Article 6. (1)

Les agents de la S. N. C. F. maintenus en service ne peuvent recevoir en dehors des remboursements de frais ou des primes de rendement, d'autres émoluments que ceux prévus par le Fascicule des Conditions de Rémunération, complétés par ceux qui seront fixés par les Circulaires d'application, ainsi que par l'indemnité spéciale temporaire et les allocations pour charges de famille.

Est suspendue l'application des dispositions contenues dans les chapitres VIII (heures supplémentaires) et IX (travail effectué exceptionnellement en dehors des heures réglementaires) du livre I et des dispositions correspondantes des livres II, III et IV du fascicule des conditions de rémunération.

Les agents recevront, pour les heures supplémentaires non compensées, les rémunérations prévues par le Décret sur la réglementation du travail.

Le régime des indemnités de déplacement et des indemnités de changement de résidence est maintenu, en principe, sous réserve des modifications apportées par l'Instruction Générale - Série Personnel N° 24.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

(1) Les dates de mise en application des dispositions du présent article seront fixées ultérieurement.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 460/7

21 septembre 1939

Monsieur le Ministre,

Par analogie avec les mesures prises à l'égard des personnels des Administrations de l'Etat qui ont fait l'objet du décret du 1er septembre 1939, la S.N.C.F. a décidé d'attribuer à ses agents mobilisés une allocation leur assurant le maintien de leur rémunération civile, cette allocation étant toutefois réduite de moitié pour les agents célibataires n'ayant pas de personnes à charge.

Le montant des allocations ainsi versées s'élèvera à environ 1.600 millions par an.

Du fait de leur attribution, les familles des cheminots mobilisés n'auront pas à recevoir les allocations instituées par le décret du 1er septembre 1939 en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.

D'autre part, la S.N.C.F., bien que versant au fonds de solidarité institué par le Décret du 1er septembre 1939 le prélèvement opéré sur le salaire des agents au titre de la contribution nationale sur les salaires des travailleurs n'appartenant pas à une formation militaire, ainsi qu'un prélèvement de 50 % sur les heures supplémentaires effectuées par ses auxiliaires, ne fera supporter à ce fonds de solidarité aucune charge pour son personnel.

Il semblerait donc équitable que l'Etat versât à la S.N.C.F. les allocations qu'il n'aura pas à verser aux familles des cheminots mobilisés et je vous serais reconnaissant des mesures que vous voudrez bien envisager à cet effet.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports.

20 septembre 1939

QU. IIBIS - Compte rendu de la délégation
de pouvoir donnée par le Conseil
d'Administration dans sa séance
du 30 août 1939.

p. 6

M. LE PRESIDENT rend compte des affaires suivantes que
le Comité a approuvées en vertu de la délégation de pouvoirs
donnée par le Conseil d'Administration dans sa séance du
1er septembre 1939.

D - Mesures intéressant le personnel pour le temps de
guerre -

Enfin, le Comité a pris toute une série de mesures
intéressant le personnel pour le temps de guerre. Dans l'en-
semble, ces mesures sont analogues à celles prises par l'Etat
pour les fonctionnaires.

Ces mesures sont, en résumé, les suivantes :

2°) Allocations aux agents mobilisés
dans les unités autres que les
sections de chemins de fer de
campagne.

1°) Agents mariés ou ayant des charges de famille -

Attribution d'une allocation spéciale mensuelle égale à
la différence entre leur solde civile brute et leur solde mili-
taire.

2°) Agents célibataires, veufs ou divorcés n'ayant pas
de charges de famille.

Octroi d'une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié
de celle prévue en 1°) ci-dessus pour les agents mariés.

M. LE PRESIDENT signale à ce sujet qu'une longue contro-
verse a eu lieu au sein du Comité, à laquelle ont pris part

M. le Commissaire du Gouvernement et M. BOUTHILLIER, représentant du Ministre des Finances, sur le fait de savoir s'il convenait ou non d'assimiler les agents des chemins de fer mobilisés aux fonctionnaires mobilisés. En ce qui concerne ces derniers, aucune distinction n'est établie, en effet, entre célibataires et mariés; les uns et les autres reçoivent une indemnité égale à la différence entre leur traitement civil et leur solde militaire.

En définitive, le Comité a estimé qu'il y avait lieu de ne prévoir pour le célibataire que moitié de l'indemnité accordée à l'agent marié.

Toutefois, il a été d'accord pour assimiler le célibataire ayant des charges de famille à l'agent marié et pour interpréter l'expression "charges de famille" d'une façon extrêmement large, aussi bien d'ailleurs en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité d'éloignement que celle de l'allocation spéciale.

(s) p. 4

M. GRIMPRET.— La question des allocations aux mobilisés a-t-elle été soumise au Ministre ?

M. BERTHELOT.— ~~xxxxxxxxxxxx~~ Oui.

M. GRIMPRET.— J'ai eu l'occasion de l'entretenir de cette affaire et notamment de la différence de traitement prévue entre célibataires et agents mariés.

Le Ministre ne m'a pas paru approuver cette distinction et, bien que je n'aie pas qualité pour exprimer son opinion, je dois vous indiquer qu'il ~~xxxxxx~~ m'a dit textuellement qu'il estimait qu'il y avait le plus grand intérêt à ce que "nous collions aux fonctionnaires".

Je m'excuse de revenir sur cette question, mais je me crois autorisé à le faire, car, en somme, nous sommes bien revenus sur notre décision à notre dernière séance. Or, depuis, un fait nouveau s'est produit: la Préfecture de la Seine assimile purement et simplement son personnel aux fonctionnaires de l'Etat et lui applique le même régime.

D'autre part, lors de l'examen de cette affaire, M. le Président Tirard s'était préoccupé de savoir si le régime qui nous était proposé maintenant, pour le temps de guerre, la différence de situation existant en temps de paix entre célibataires et agents mariés. La question a son importance. Or, en fait, nous accentuons cette différence au détriment des célibataires, car, en période normale, cette différence n'est marquée que par l'octroi d'allocations familiales aux agents ayant des charges de famille, alors que, pour le temps de guerre, tout en continuant à octroyer ces allocations familiales, nous ne

l'indemnité que nous accordons
donnons au célibataire que moitié de ~~ce que nous donnons~~ aux
agents mariés.

M. René MAYER. - La plupart des agents mariés vont se trouver dans l'obligation d'entretenir plusieurs foyers en raison de l'évacuation des enfants. Les célibataires n'auront pas à supporter un tel accroissement de charges et il est juste d'établir une différence de régime, fût-ce au détriment de ces derniers.

M. LE PRÉSIDENT. - Nous avons à adopter présentement le Procès-Verbal de la dernière séance, et non à rouvrir un débat sur une question de principe qui a été résolue.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - J'avais mandat d'accepter qu'on établisse une distinction entre les célibataires et les agents mariés. Le Président du Conseil s'est opposé pendant un certain temps à l'octroi d'une indemnité d'éloignement ; s'il a fini par s'y rallier, c'est parce qu'en contrepartie, vous établissiez cette distinction entre célibataires et agents mariés.

M. BOUTHILLIER. - Etant donné la façon dont cette grave question évolue tant au Ministère des Finances qu'à la Présidence du Conseil, j'estime qu'il est urgent, dans l'intérêt même du personnel, de confirmer et de notifier le plus tôt possible la décision prise par le Comité dans sa dernière séance. Il se produit, en effet, dans toute la France, et même dans certains milieux parlementaires, un fort courant d'opinion contre le décret du 1er septembre qui assure aux fonctionnaires mobilisés l'intégralité de leurs traitements.

M. GRIMPRET - J'ai soutenu et je soutiens encore que si nous avions accordé aux célibataires mobilisés une indemnité différentielle représentant une fraction, les 9/10 par exemple, de celle accordée aux agents mariés mobilisés, j'aurais compris la différence ainsi faite avec les fonctionnaires. Bien que la position que nous avons prise me paraisse constituer une innovation dans un domaine qui n'est pas le nôtre, je n'insiste pas sur cette question, car je me rends bien compte des difficultés qu'elle soulève.

Question VI - Allocation aux agents mobilisés

P.V. court

Le Comité prend, à titre provisoire, les décisions ci-après :

1° - Agents mariés ou ayant des charges de famille

Ces agents bénéficieront d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur solde civile brute et leur solde militaire.

La solde civile brute comprend le total de tous les éléments de rémunération soumis à retenues pour la retraite, y compris une gratification de fin d'année calculée sur le dernier pourcentage obtenu (on prendra la valeur moyenne pendant les 12 mois précédant la mobilisation de ceux de ces éléments qui seraient variables) augmentés des indemnités de cherté de vie, de l'indemnité de résidence et, le cas échéant, des allocations familiales.

2° - Agents célibataires, veufs ou divorcés n'ayant pas de charges de famille

Ces agents recevront une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue en 1° ci-dessus pour les agents mariés.

M. ARON déclare se rallier à la décision ainsi prise, tout en regrettant la différence de traitement qui en résultera pour les agents célibataires, suivant qu'ils seront mobilisés ou non, au détriment des premiers.

Il est bien entendu d'ailleurs que la question des charges de famille des agents célibataires fera l'objet d'une appréciation large.

(s) Sténo p. 20

M. LE PRESIDENT - Je vous rappelle que, dans sa séance du 30 août, le Comité avait été d'avis, à la majorité, de traiter les cheminots mobilisés comme les fonctionnaires mobilisés.

Or, aux termes du décret du 1er septembre 1939, les fonctionnaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux touchent, lorsque la solde militaire attachée à leur grade dans l'armée et ses accessoires est inférieure au traitement civil dont ils bénéficiaient dans leur administration au moment où ils ont été rappelés ou rappelés sous les drapeaux, une indemnité égale à la différence entre le montant total du traitement qu'ils touchaient dans leur emploi civil et le montant de leur solde militaire.

Ils peuvent en outre recevoir, le cas échéant :

- les indemnités pour charges de famille;
- l'indemnité de résidence, dont ils bénéficiaient dans leur emploi civil, dans la mesure où elle excéderait l'indemnité pour charges militaires qui pourrait leur être allouée.

Toutefois, jusqu'à présent du moins, le cumul était admis du traitement civil et de la solde militaire pour les mobilisés recevant une solde journalière.

M. LE BESNERAIS - Ce cumul a complètement disparu, le décret du 1er septembre 1939 ne faisant plus aucune distinction entre les mobilisés à solde journalière ou mensuelle.

M. LE PRESIDENT - Ce décret écarte donc tout cumul entre le traitement civil et la solde militaire. Ainsi l'Etat se borne, dans tous les cas, à verser une indemnité égale à la différence entre les deux.

M. BOUTHILLIER - Oui.

M. LE PRESIDENT - D'autre part, le décret du 1er septembre 1939 n'établit aucune distinction entre les fonctionnaires célibataires et les fonctionnaires mariés.

Deux solutions s'offrent donc à nous :

- ou appliquer à nos agents mobilisés un régime identique à celui des fonctionnaires, c'est-à-dire sans distinguer entre les agents célibataires et les agents mariés;

- ou leur appliquer un régime analogue à celui que les anciens Réseaux ont, en définitive pratiqué pendant la guerre de 1914-1918, c'est-à-dire accorder aux agents mariés la totalité de la différence entre leur traitement civil et leur solde militaire, mais n'accorder aux agents célibataires que la moitié de cette différence.

.....
Telles sont les données du problème. Je vais vous indiquer maintenant les solutions qu'envisage M. le Directeur Général.

.....
c) Allocations aux mobilisés -

Sur ce point, M. le Directeur Général vous demande de revenir sur la décision que vous aviez prise le 30 août et d'établir une distinction entre les agents mariés et les agents célibataires, ces derniers ne touchent que la moitié de la différence entre leur traitement civil et leur solde militaire.

.....
En définitive, nous avons à prendre une décision sur trois points délicats, savoir :

.....
2°) Convient-il d'établir une distinction entre les agents mariés et les célibataires pour le calcul de l'indemnité différentielle à leur accorder?

.....
M. BOUTHILLIER - Je voudrais présenter quelques observations au Comité au sujet des importantes propositions qui nous sont soumises.

.....
Nous avons aujourd'hui à délibérer uniquement sur le régime de rémunération des agents de la S.N.C.F. qui sont mobilisés.

.....
Reste laquestionde l'allocation aux cheminots mobilisés qui, elle, est tout à fait de notre ressort et je voudrais

présenter à ce sujet au Comité une observation d'ordre tout à fait fait général.

Nous avons à choisir entre deux solutions:

La première qui est la plus simple et la plus facile, consiste à appliquer au personnel de la S.N.C.F. le régime du décret du 1er septembre qui fixe le statut de la rémunération des fonctionnaires pendant la durée des hostilités.

Ce système présente des avantages et des inconvénients; mais ce qu'il faut éviter avant tout, c'est d'appliquer certaines de ces mesures et d'en écarter d'autres. Ce régime forme un tout qu'il faut appliquer en bloc ou pas du tout.

Or le décret du 1er septembre comporte, en ce qui concerne les fonctionnaires retraités rappelés ou maintenus en activité, un régime spécial de rémunération qui diffère sensiblement de celui qui est proposé par la Direction Générale. Il comporte également certaines restrictions en ce qui concerne les avancements pendant la période des hostilités, pour réserver les droits des fonctionnaires mobilisés, tout avancement de grade, classe ou échelon est suspendu. Il faudrait regarder toutes ces questions de très près avant de décider que ce régime sera appliqué de plano dans toutes ses dispositions au personnel de la S.N.C.F.

La deuxième solution consisterait à adopter les propositions qui sont présentées par la Direction Générale et qui établissent un régime différent de celui des fonctionnaires.

.....la différence essentielle entre le régime prévu pour les fonctionnaires et celui proposé par la Direction Générale réside dans la distinction que vous envisagez entre les agents célibataires et les agents mariés et qui n'existe pas dans le régime applicable aux fonctionnaires.

Cette distinction est-elle opportune? Peut-être, mais à condition que l'on ne considère comme célibataire que celui qui ne laisse aucun foyer derrière lui, qui n'a vraiment aucune charge de famille, qui est vraiment, au sens strict, seul

à sa propre charge.

Dans ce cas on peut admettre qu'il soit légitime et humain de ne verser que la moitié de l'indemnité compensatrice.

D'autre part, il faut tenir compte également de ce que les fonctionnaires et les agents des collectivités publiques bénéficient, sur ce point, d'un régime privilégié par rapport au personnel des entreprises privées.

J'ai eu à insister moi-même beaucoup auprès de certaines grandes industries pour que leurs employés chargés de famille voient leur rémunération maintenue pendant un certain nombre de mois. Tout ce que nous avons pu obtenir à l'heure actuelle, c'est le versement de 80 % de la rémunération pendant 3 mois. Je crois qu'il ne faut pas passer d'un excès dans l'autre et établir un régime unique de rémunération pendant le temps de guerre.

Des calculs qui ont été faits d'accord avec la S.N.C.F. il résulte qu'entre l'application pure et simple du régime des fonctionnaires de l'Etat, d'une part, et l'application du régime prévu par la Direction Générale, d'autre part, la différence se chiffrait à 200 M. environ par an.

Etant donné que l'on peut hésiter entre les deux solutions, cette perspective d'une économie de 200 M. m'inclinerait à préférer la solution proposée par la Direction Générale, sous la réserve bien entendu, que la réduction de moitié de l'indemnité compensatrice n'atteindrait que les seuls célibataires, au sens strict, c'est-à-dire ceux qui ne laissent aucun foyer derrière eux.

A cet argument j'en ajouterai un autre. Il a été entendu, d'accord avec le Ministère de l'Intérieur, que le régime prévu pour les fonctionnaires constituait un maximum et que les collectivités locales étaient libres d'adopter le régime qu'elles voudraient dans les limites de ce maximum : le décret du 1er septembre n'a donc pas étendu de plano au personnel de ces collectivités le régime des fonctionnaires de l'Etat.

Dans ces conditions, je crois que la meilleure solution serait

d'adopter les propositions de la Direction Générale, étant entendu que l'on ferait savoir au personnel qu'il ne s'agit, en aucune façon, de revenir sur les conditions normales de rémunération du temps de paix, qu'il s'agit d'un régime exceptionnel, limité à la seule période des hostilités et que la réduction de moitié de l'indemnité compensatrice ne s'appliquerait qu'aux célibataires n'ayant absolument aucune charge de famille.

Etant donné que la proposition du Directeur Général est humaine et qu'elle conduit, en définitive, à une économie de 200 M. pour le Trésor, je ne puis, en me plaçant au point de vue des intérêts que je représente, qu'insister auprès du Comité pour qu'il l'approuve, tout en comprenant parfaitement les raisons qui peuvent pousser certains membres du Comité à préférer l'application pure et simple du régime institué par le décret du 1er septembre pour les fonctionnaires de l'Etat mobilisés.

M. GRIMPRET - J'ai entendu, avec beaucoup d'attention, les observations de M. BOUTHILLIER; elles ont beaucoup de poids à mes yeux. Je regrette un peu qu'il ait conclu avant que nous ayons échangé, les uns et les autres, nos observations respectives, parce que, pour ma part, je n'ai aucune idée arrêtée et je suis très sensible à tous les arguments qui peuvent être présentés par nos collègues. Il faut mûrement peser notre décision avant de la prendre, car j'estime qu'il y aurait le plus grand intérêt à ce que sortît de nos délibérations une décision unanime.

M. BOUTHILLIER - D'accord.

M. GRIMPRET - Comme l'a très justement fait remarquer M. BOUTHILLIER, il y a deux solutions possibles : ou bien adopter un régime spécial comme le propose la Direction Générale; ou bien appliquer le régime des fonctionnaires, étant entendu que ce régime devra être alors appliqué dans toutes ses dispositions. Tout le monde est d'accord sur ce point; il ne faut pas jouer

sur les deux tableaux.

Je crois, quant à moi, qu'il serait plus équitable et même plus opportun de suivre le régime des fonctionnaires. Je répète pour M. BOUTHILLIER ce que nos collègues savent tous très bien : depuis 1929, il y a eu une assimilation de fait, sans qu'elle ait été absolument rigide, entre les salaires des cheminots et les traitements des fonctionnaires; on n'a jamais relevé ou modifié les salaires des cheminots sans que les traitements des fonctionnaires aient été eux-mêmes relevés ou modifiés. Inversement, on n'a jamais modifié les traitements des fonctionnaires, sans que cette modification réagisse à son tour sur les salaires des cheminots. D'autre part, lorsque l'année dernière, nous avons discuté la convention collective avec le personnel, un accord est intervenu avec la Fédération des Cheminots, dont il a été pris acte dans une lettre du 29 juillet de M. FROSSARD, Ministre des Travaux Publics, adressée au Conseil d'Administration du Président de la S.N.C.F. et aux Secrétaires Généraux de la Fédération Nationale des Travailleurs des chemins de fer.

Dans cette lettre, le Ministre écrit :

"Au cours de la réunion des représentants de la S.N.C.F. et de la Fédération Nationale des Travailleurs de chemins de fer qui s'est tenue dans mon cabinet le 28 juillet 1938 à 15 heures, j'ai constaté que les deux parties sont d'accord pour que le salaire principal des agents des chemins de fer ne varie qu'en relation avec le traitement des fonctionnaires de l'Etat."

Certes, je ne veux pas tirer de cet accord ce qui n'y est pas.

M. BERTHELOT - Il n'a pas été ratifié par la Fédération Nationale des Cheminots.

M. GRIMPRET - Si.

M. LE PRESIDENT - Dans cette lettre, le Ministre des Travaux Publics a constaté formellement cet accord et l'a enregistré, comme l'aurait fait un notaire.

M. RENE MAYER - ~~xxxxxxx~~ A mon avis, ce texte ne joue pas en l'espèce. Il ne consacre pas l'identité des deux régimes de rémunération; il se borne à préciser que le régime des cheminots ne

variera ~~xxx~~ qu'en relation avec celui des fonctionnaires.

M. GRIMPRET - D'accord. Mais cela n'en implique pas moins une large assimilation avec les traitements des / fonctionnaires. Cela présente des avantages, non seulement pour les cheminots - j'attire l'attention de M. BOUTHILIER sur ce point - mais également pour les Finances Publiques. En effet, lorsque les salaires de l'industrie privée augmentent, les cheminots se basent sur ces augmentations pour réclamer, eux aussi, des augmentations et nous leur répondons que leurs salaires n'ont pas à être modifiés tant que les traitements des fonctionnaires ne le sont pas.

L'intérêt de cette assimilation est si évident que chaque fois que les Réseaux ont voulu, dans ce domaine, prendre des mesures différentes de celles que l'Etat avait prises pour les fonctionnaires, cela leur a coûté plus cher. M. LE BESNERAIS et les représentants des Réseaux se rappellent ce qui s'est passé en 1937. A cette époque, les fonctionnaires ont bénéficié d'un relèvement de leur traitement proprement dit et du taux de leur indemnité de résidence. Le Comité de Direction des Grands Réseaux n'a pas voulu appliquer aux cheminots des relèvements identiques. Malgré mon insistance, je devrais dire mes objurgations, il a estimé qu'il était plus équitable de relever les indemnités de résidence des cheminots à moitié moins qu'il n'était prévu pour les fonctionnaires et de consacrer l'autre moitié de la dépense au relèvement des allocations familiales. Qu'en est-il résulté? Il a été obligé de maintenir le relèvement des allocations familiales qu'il avait décidé et d'accorder en outre, aux agents, le même relèvement de l'indemnité de résidence que celui dont avaient bénéficié les fonctionnaires.

M. BERTHELOT - Mais nous avons eu grand soin, au 1er janvier dernier, de ne pas augmenter les indemnités de résidence.

M. LE BESNERAIS - Et nous avons eu l'accord du Ministre

M. GRIMPRET - Il ne nous est pas défendu de procéder à certains aménagements, mais je crois qu'il faut que nous nous tenions très fermement sur le terrain de l'assimilation de la rémunération des agents de chemins de fer aux traitements des fonctionnaires. C'est une question, à mon avis, de justice et d'opportunité.

Rappelez-vous ce qui s'est passé après la guerre 1914-1918. Les Réseaux avaient adopté des régimes différents pour la rémunération de leurs agents mobilisés.

Le Réseau de l'Etat a fait bénéficier son personnel, dans l'ensemble, du même régime que les fonctionnaires : ce qu'il ne faut pas perdre de vue, car, ainsi, il se trouve qu'un nombreux effectif cheminot a été traité, dès la dernière guerre, comme les fonctionnaires.

Le Réseau P.O. a adopté un régime plus libéral que les autres Réseaux concédés : qu'est-il résulté? C'est qu'après la guerre, il a fallu accorder rétroactivement au personnel de ces derniers Réseaux les mêmes avantages que ceux que le P.O. avait accordés à son propre personnel et c'est le budget de l'Etat qui a supporté cette dépense.

Lorsque le paix sera signée, il est vraisemblable que l'on sera amené à donner aux cheminots les mêmes avantages que ceux dont auront bénéficié les fonctionnaires mobilisés, s'ils ne leur ont pas été accordés. Je ne veux pas prophétiser, mais cela me paraît dans la logique des choses.

Si, au contraire, dès maintenant, nous appliquons à notre personnel le régime même des fonctionnaires, nous éviterons un danger. Sans doute, cela nous coûtera 200 M. de plus par an, mais nous pourrions peut-être les économiser sur d'autres postes.

Mais évitons à tout prix d'accorder à nos agents certains avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires et de leur en refuser d'autres, car nous serions inéluctablement amenés à maintenir les avantages supérieurs que nous leur aurions accordés tout en leur donnant en sus ceux que nous leur aurions refusés.

M. ARON - Le point qui se frappe le plus dans les propositions de la Direction Générale, c'est la réduction de moitié de l'indemnité compensatrice pour les célibataires mobilisés. Il en résulterait qu'un célibataire qui continuerait à occuper son emploi civil toucherait plus qu'un célibataire mobilisé aux armées. C'est une solution que je suis hors d'état d'accepter comme bonne, car je ne puis la considérer comme morale.

M. GRIMPRET - Il est bien entendu que nous ne sommes pas obligés de suivre rigoureusement ce qui est fait pour les fonctionnaires. Je comprendrais au besoin que nous n'accordions à tout le monde que les 3/4 par exemple de l'indemnité compensatrice.

Mais, ce qui me paraît impossible, c'est d'établir une distinction entre les agents célibataires et les agents mariés, distinction qui n'existe pas pour les fonctionnaires.

Si une telle distinction est équitable, pourquoi l'Etat ne l'a-t-il pas faite? Ce n'est pas à nous d'en prendre l'initiative.

Je comprends fort bien le point de vue de M. BOUTHILLIER qui est surtout guidé par un souci d'économie. Mais alors, réduisons le montant de l'indemnité compensatrice, plutôt que d'inventer en quelque sorte une différence qu'il ne nous appartient pas de faire, pas plus que nous n'avons le droit d'établir nous-mêmes une distinction entre les unités combattantes et les unités non combattantes.

C'est une question d'ordre public que seul l'Etat a pouvoir pour trancher.

M. MARLIO - Pour ma part, je partage entièrement l'avis de M. BOUTHILLIER. Je considère qu'à la fois du point de vue de la S.N.C.F. et du point de vue national, la solution proposée par la Direction Générale est la meilleure.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'assimilation entre le fonctionnaire et le cheminot, je ne partage pas entièrement le point de vue de M. le Président GRIMPRET. Ce qui a toujours été

admis, non pas seulement depuis 1929 mais même depuis 1921, c'est qu'il y avait lieu de tenir compte, pour la détermination des traitements des cheminots, des mesures prises par l'Etat lui-même pour ses fonctionnaires. Mais, à aucun moment, on n'a admis qu'il devait y avoir une identité entre les mesures prises, et cela pour des raisons qui résultent de la force même des choses. Il y a, en effet, entre un cheminot et un postier, par exemple, des différences capitales. Ils ne font pas le même métier. Ils ne sont pas soumis au même régime, ni comme durée, ni comme nature du travail. D'autre part, les cheminots ont des avantages que d'autres ne possèdent pas; ils bénéficient notamment de facilités de circulation et c'est un avantage particulier dont il est logique de faire état. Il faut donc tenir compte des mesures prises par l'Etat pour les fonctionnaires, mais ce serait une erreur de vouloir appliquer aux cheminots des mesures identiques. Cette identité ne doit pas exister; elle serait contraire à la diversité même des situations.

Il faut également se placer au point de vue de la justice; il n'est ni humain ni moral de traiter de la même façon deux agents travaillant dans le même bureau, dont l'un n'a aucune charge de famille, tandis que l'autre est marié avec plusieurs enfants.

Nous sommes libres de prendre la décision qui nous paraît logique et équitable. Peu m'importe ce que feront les autres.

Il y a enfin une troisième considération qu'il ne faut pas oublier, c'est que la décision que nous prendrons aura certainement des répercussions en dehors de la Société Nationale. En effet, si certaines catégories de cheminots peuvent être assimilés aux fonctionnaires, d'autres se rapprochent davantage, de par leur emploi même, des ouvriers de l'industrie privée. La Société Nationale occupe des ouvriers qui font exactement le même métier que ces derniers.

Aussi la décision que nous allons avoir à prendre risque-t-elle d'avoir des répercussions très profondes, non tant à l'égard des industriels qui sont à la tête d'affaires privées qu'à l'égard de l'Etat. Je me permets d'insister sur cet aspect de la question. En effet, sous

que subira le cheminot célibataire mobilisé restera dans des limites restreintes, étant donné qu'elle ne portera que sur la différence entre sa solde et son traitement civil et que, par ailleurs, s'il est à solde journalière, il est défrayé de tout.

M. ARON - C'est au point de vue principe que je me place.

M. BOUTHILLIER - La question de principe est celle de savoir si l'Etat continuera à payer pendant toute la durée de la guerre les salaires civils. Nous avons été, l'autre jour, au Ministère du Travail, saisis de ces très douloureux de mobilisés qui appartiennent à des Compagnies privées; ils partaient au front comme sous-officiers et subissaient de ce fait un déclassement brutal. Nous nous sommes demandé, comme nous y poussait tout naturellement notre sentiment de solidarité nationale, s'il n'y avait pas lieu d'édicter une réglementation en faveur de tous les salariés civils. Nous avons été obligés de reculer devant les conséquences d'une telle réglementation, car qu'aurions-nous répondu à une Société privée qui aurait demandé à l'Etat le remboursement des allocations que nous l'aurions ainsi obligée à verser?

M. ARON a raison dans le principe, du point de vue moral, car il est évident que l'on exige de ce fait un sacrifice supplémentaire de ceux qui sont mobilisés. Mais il y a la question des possibilités.

M. RENE MAYER - Je ne suis pas d'accord sur le principe, car je ne vois pas en vertu de quel principe les Sociétés privées devraient continuer à payer pendant la guerre à leur personnel mobiliser les mêmes salaires qu'en temps de paix, tout en payant ces mêmes salaires au personnel de remplacement de leur personnel mobilisé. La mobilisation suspend le contrat de travail? Sans doute, les Sociétés ayant la garantie de l'Etat peuvent être plus généreuses, car c'est l'Etat qui paye. Je ne sais pas du tout, d'ailleurs, si les diverses industries et peut-être même les entreprises concessionnaires ne seront pas amenées à modifier les salaires de leur person-

^{non/}nel/mobilisé. La question morale, si la guerre dure, sera probablement résolue sur un autre plan. Ceci dit, je crois qu'il est tout à fait équitable de faire une différence de traitement entre les agents mobilisés, suivant qu'ils sont célibataires ou mariés. J'ajoute que cela s'est déjà fait pendant la dernière guerre. Comme l'a dit M. MARLIO, il ne nous est pas interdit d'adopter aujourd'hui la mesure qui nous paraît la plus juste. J'ajoute que la S.N.C.F., comme l'a dit M. MARLIO, est un service industriel qui tient le milieu entre les Administrations de l'Etat et les entreprises privées. Il faut penser aux répercussions que notre décision peut avoir pour l'industrie privée. On ne pourra pas maintenir à tous les mobilisés leur traitement civil ou alors, il faudrait une loi qui oblige tous les patrons, au risque de faire faillite ou aux frais de l'Etat, à payer l'intégralité de leur salaire civil à tous les Français mobilisés. Si une telle solution paraît impossible; il faut peser les conséquences de notre décision. Je crois, quant à moi, que dans les chemins de fer, il n'est nullement immoral de faire une différence entre les célibataires et les agents mariés mobilisés.

M. GOY - Je ne veux pas répéter les arguments excellents mis en avant par MM. MARLIO et RENE MAYER; je me rallie entièrement aux conclusions de M. BOUTHILLIER.

M. TIRARD - Sur l'ensemble de ce problème, je suis d'accord avec les principes exposés par MM. MARLIO et BOUTHILLIER; il y a ~~rien~~ un point cependant sur lequel je voudrais que le Directeur Général me donne quelques précisions : on propose de donner aux célibataires la moitié de l'indemnité compensatrice allouée aux agents ayant des charges de famille.

Cette réduction correspond-elle, en ordre de grandeur, à la différence qui existe en temps de paix entre la rémunération des agents célibataires et celle des agents chargés de famille, compte tenu des allocations familiales dont ils bénéficient?

M. LE BESNERAIS - Il m'est difficile de répondre, car le traitement varie dans de très grandes proportions suivant le grade des agents, alors que les allocations familiales sont les mêmes, quel que soit le traitement.

C'est ainsi que, pour un même nombre d'enfants, les allocations familiales peuvent être égales au traitement d'un homme d'équipe, alors qu'elles ne représenteront jamais qu'un faible pourcentage du traitement, s'il s'agit, par exemple, d'un inspecteur divisionnaire.

M. TIRARD - Vous trouvez qu'une réduction de moitié représente une moyenne équitable?

M. LE BESNERAIS - Oui. Pendant la dernière guerre, le même problème s'était posé et on s'était arrêté à cette réduction de moitié.

.....

M. GRIMPRET - M. RENE MAYER nous a indiqué tout à l'heure qu'il n'est pas certain que les salaires actuels soient maintenus pendant toute la durée des hostilités. Je suppose que ces modifications éventuelles des salaires s'appliqueront ipso facto à la rémunération qui sert de base au calcul de l'indemnité différentielle accordée aux mobilisés. Autrement dit, nous ne garantissons pas à ces agents le maintien du traitement qui leur était alloué lors de leur rappel sous les drapeaux, et si une diminution des salaires intervient à plus ou moins brève échéance, ils en subiront les conséquences. Cette interprétation est-elle exacte?

M. BERTHELOT - Oui.

M. GRIMPRET - J'avoue, par ailleurs, n'être pas convaincu par les arguments développés en faveur de la distinction faite - et maintenant - entre célibataires et agents mariés mobilisés. Mais je ferai remarquer à M. LE BESNERAIS, sans aucun esprit de critique, qu'en ce qui concerne l'impôt de 15 %, il fait le

contraire de ce qu'il propose pour les célibataires. En effet, par le jeu de cet impôt, il cherche à avantager les combattants par rapport aux non combattants, alors que, pour les célibataires, il ne craint pas d'avantager les non mobilisés par rapport aux mobilisés.

M. LE BESNERAIS - Je ne cherche pas à appliquer tel ou tel système. Je cherche avant tout à établir un régime qui soit le plus juste possible. C'est en partant de ce point de vue que qu'il me paraît légitime de maintenir à l'agent mobilisé marié ou ayant des charges de famille la totalité de ses émoluments, et de réduire au contraire l'indemnité différentielle allouée aux célibataires. Mais il me paraît également équitable d'établir une différence entre les mobilisés qui se trouvent dans une unité combattante et ceux qui sont appelés dans une formation militaire non combattante.

M. LE PRESIDENT - Nous cherchons tous à faire cela.

Il est bien entendu, d'ailleurs, qu'en pareille matière, - et bien que nous soyons maîtres de nos décisions - c'est le Ministre qui aura le dernier mot.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Vous voulez dire le Gouvernement.

M. LE PRESIDENT - Oui. Ceci dit, je tiens à rappeler à M. BOUTHILLIER dans quelles conditions le Ministre des Travaux Publics, alors M. FROSSARD, a pris acte de l'accord intervenu entre la Fédération Nationale et la S.N.C.F. au sujet des salaires des cheminots.

Vous n'ignorez pas que, dans l'ensemble, les cheminots suivent le sort des fonctionnaires et que ce principe a été admis implicitement bien avant la constitution de la Société Nationale. Vous savez par ailleurs qu'aux termes de l'art. 21 du décret-loi du 31 août 1937, les contestations d'ordre collectif s'élevant entre la S.N.C.F. et son personnel doivent être soumises à un Tribunal arbitral.

Or, il nous a paru dangereux, lors de la discussion de la convention collective, de soumettre à l'arbitrage les questions de

salaires, car une sentence arbitrale condamnant le S.N.C.F. à relever la rémunération de ses agents était susceptible, en raison du principe que je viens de rappeler, d'entraîner une augmentation des traitements des fonctionnaires et d'avoir par suite de graves répercussions sur les finances de l'Etat.

C'est donc afin de sauvegarder les finances publiques que nous avons proposé un texte prévoyant que la rémunération des cheminots ne pourrait varier qu'en relation avec la rémunération des fonctionnaires.

Les représentants de la Fédération ont bien donné leur accord à cette disposition, mais ils se sont refusés à ce qu'elle soit introduite dans la convention collective elle-même ou dans ses annexes.

M. PROSSARD; alors Ministre des Travaux Publics, a donc pris acte de l'accord ainsi intervenu et l'a constaté officiellement dans une lettre envoyée aux deux parties.

Mais - et c'est là un point important - si cet accord consacre le parallélisme ou l'analogie existant, en matière de rémunération, entre fonctionnaires et cheminots, il ne crée pas une identité de situation, et je partage entièrement, sur ce point, l'opinion de M. MARLIO.

Aussi, malgré cette dépêche du Ministre des Travaux Publics, et malgré l'accord intervenu entre la Fédération et le S.N.C.F., je suis prêt à accepter la solution qui nous est proposée en ce qui concerne les allocations aux agents mobilisés. Je crois, en effet, que l'on peut considérer cet accord comme ne valant que pour le temps de paix, et d'autre part, j'ai été très frappé par l'argumentation de M. le Président MARLIO; je redoute avec lui les répercussions fâcheuses qu'aurait pour l'industrie privée l'assimilation pure et simple dans le cas actuel des cheminots aux fonctionnaires.

Toutefois, je tiens à préciser que cette solution ne réalise pas, elle non plus, la justice absolue, car il est des

situations pénibles dont vous ne tenez pas compte.

Vous prenez des mesures pour que les agents mobilisés qui sont mariés touchent l'intégralité de leur traitement, ce qui va de soi. Mais vous n'accordez pas le bénéfice de ces dispositions aux agents qui vivent maritalement et dont la compagne va peut-être se trouver du jour au lendemain, privée de ressources.

Ce cas n'est certainement pas le seul qu'on puisse envisager, et je suis persuadé qu'il existe d'autres situations pénibles auxquelles le régime proposé ne portera pas remède.

Aussi, si j'accepte que l'indemnité différentielle accordée au célibataire sans charges de famille soit réduite de moitié, c'est à condition que vous interprétiez largement l'expression "charges de famille".

Je voudrais, en second lieu, présenter une observation en ce qui concerne l'indemnité dite d'éloignement. Vous nous avez indiqué que la réduction de l'indemnité différentielle accordée aux célibataires procurerait une économie annuelle de 200 M. et vous nous proposez par ailleurs d'allouer aux cheminots évacués une indemnité d'éloignement qui entraînera une dépense totale de 60 M. Je ne me rallierai au régime proposé à l'égard des célibataires que si le Gouvernement ne s'oppose pas à l'octroi de l'indemnité d'éloignement. Car on peut estimer logique de donner moins aux célibataires qui, n'ayant pas de famille, peuvent plus facilement subvenir à leurs besoins, pour venir en aide aux cheminots des échelles inférieures que leur évacuation place dans une situation particulièrement difficile.

En définitive conclusion, je suis disposé à accepter les propositions qui nous sont soumises,.....sous réserve que M. BOUTHILLIER soit d'accord sur l'indemnité d'éloignement.

M. BOUTHILLIER - Je puis dès maintenant, assurer le Comité de Direction que le Ministre des Finances approuvera l'ensemble des pro-

positions qui lui sont soumises à condition que votre choix soit net entre les mesures ainsi proposées et le régime établi par le Gouvernement en faveur de ses fonctionnaires.

Je vous signale, à ce propos, une différence qui peut être importante à l'avantage de votre personnel entre les mesures prises par l'Etat et celles envisagées par la S.N.C.F. en ce qui concerne la définition du traitement.

L'Administration est d'accord pour assurer leur traitement aux fonctionnaires mobilisés, mais il semble bien que sa définition du traitement soit plus stricte que la vôtre, qui ne parait englober des éléments qui ne se retrouvent pas dans la première.

M. LE PRESIDENT - Il s'agit de la partie mobile du traitement, qui doit être considérée comme faisant partie de ce traitement.

M. GRIMPRET - Acceptez-vous, par ailleurs, en ce qui concerne le taux de l'indemnité d'éloignement pour le premier mois, la différence constatée entre le régime de l'Etat et le nôtre?

M. BOUTMILLIER - Oui. Je donne un accord complet.

M. LE PRESIDENT - M. le Commissaire du Gouvernement a-t-il des observations à présenter?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Je crois que nous avons à peu près épuisé la discussion sur les différentes questions que posent la mobilisation et l'évacuation des cheminots. Ce qu'il faut en retenir, c'est que la S.N.C.F. a le choix entre le régime appliqué aux fonctionnaires et un régime qui lui sera propre.

Ce dernier présente, sans aucun doute, par rapport au premier, des avantages et des inconvénients, mais il va de soi que nous ne pouvons pas établir une formule qui cumule tous les avantages que présentent les différents systèmes qui sont ou seront mis en vigueur.

M. MARLIO - Ni tous les inconvénients.

M. LE PRESIDENT - Nous sommes tous d'accord là-dessus.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Il me semble donc que vous êtes maintenant en possession de tous les éléments voulus pour vous prononcer.....

M. ARON - Je retiens de toute cette discussion qui porte sur la question très importante de la rémunération du personnel mobilisé qu'elle porte sur un terrain flottant et qui n'est pas encore suffisamment consolidé pour l'ensemble du pays. Aussi, je voudrais demander au Comité de ne pas cristalliser la matière et de ne prendre aujourd'hui que des décisions, sinon provisoires, du moins qui puissent être modifiées en fonction de ce que pourra faire le Gouvernement, lorsqu'il dégagera les lignes de l'architecture générale du pays en temps de guerre.

M. LE PRESIDENT - Bien entendu.

M. MARLIO -

Je suis bien d'accord, d'ailleurs, avec M. ARON, pour reconnaître que nous ne prenons pas aujourd'hui une décision définitive et irrévocable. Nous prenons une décision en l'état et si les circonstances changent, il se peut que nous ayons à la modifier. Mais cette décision, nous devons la prendre sous notre responsabilité.

M. GOY - Une décision n'est jamais irrévocable.
.....

M. ARON - Par ailleurs, je n'arrive pas à me convaincre du bien-fondé de la distinction faite entre célibataires et agents mariés mobilisés/ et qui revient à avantager le célibataire non mobilisé par rapport au célibataire mobilisé. Je voudrais cependant me rallier à l'opinion commune.

C'est pourquoi je demande instamment à nouveau que le Comité ne prenne pas de décision définitive, mais se réserve le droit de la

réviser en fonction des solutions que pourra prendre l'Etat. Car si la guerre doit se prolonger, il est fort probable que des changements seront apportés au régime actuel des traitements.

Il semble impossible, en effet, que, pendant des années, l'ouvrier continue à toucher une paye élevée, et que le cheminot reçoive intégralement la rémunération et les allocations qui lui ont été consenties, à la suite des événements de 1936 et 1937.

M. LE PRÉSIDENT - Vu sous cet angle, le problème nous dépasse; il est d'ordre gouvernemental.

M. ARON - C'est bien mon avis.

M. RENE MAYER - Que le problème soit ou non d'ordre gouvernemental, il faut, pour permettre au Gouvernement de le résoudre, que ceux qui ont compétence pour le faire fassent des propositions.

M. ARON - Sans doute, et c'est pourquoi je ne voudrais pas m'opposer aux solutions que vous envisagez, car j'estime qu'il nous appartient, en la matière, de prendre une décision commune. Mais je ne m'y rallierai qu'à la condition sine qua non que notre décision soit prise en l'état et considérée comme modifiable, en fonction de la situation générale.

M. LE PRÉSIDENT - Nous sommes tous d'accord sur ce point.

M. GRIMFRET - Sous réserve des observations faites par M. ARON et la contribution de 15 % mise à part, je crois que nous pouvons accepter les propositions qui nous sont soumises. Il y a un intérêt majeur à ce que nous émettions un vote unanime.

M. BOUTHILLIER - C'est capital.

M. LE BESNERAIS - Je demande à faire le point, car je désire notifier très rapidement les décisions du Comité au personnel qui est inquiet et qui voudrait être fixé le plus tôt possible.

En ce qui concerne l'allocation aux mobilisés nous adoptons l'indemnité différentielle réduite de moitié pour le célibataire sans charges de famille, étant entendu que nous apprécierons très largement la question de ces charges.

M. BOUTHILLIER - D'accord.

M. LE PRÉSIDENT - Nous sommes d'accord. Mais je tiens à préciser que, pour l'indemnité d'éloignement comme pour l'indemnité différentielle, il faut une certaine largeur de vue, dans l'appréciation des charges de famille.

M. LE BESNERAIS - D'accord. Nous nous montrerons très large dans l'application.

M. ARON - Je demande que le procès-verbal de cette séance mentionne expressément que je me suis rallié aux propositions qui nous étaient soumises, tout en ne comprenant pas la différence qui est faite entre les célibataires mobilisés et les célibataires maintenus à leur poste.

M. LE PRÉSIDENT - Il en sera fait mention expresse au Procès-Verbal.

M. BOUFFANDEAU - J'accepte également ces propositions dans la pensée que, valables pour le temps de guerre, elles ne pourront pas être invoquées comme précédent pour rompre l'accord entériné par M. le Ministre des Travaux Publics dans sa lettre du 29 juillet 1938, suivant lequel le salaire des agents de chemins de fer ne doit varier qu'en relation avec le traitement des fonctionnaires de l'Etat.

M. LE BESNERAIS - Je vous signale à ce sujet que le personnel considère cet accord comme caduc. Ses représentants se l'ont fait savoir explicitement à la suite du décret-loi du 12 novembre 1938; le Ministre, ayant par ce texte, modifié unilatéralement le régime des

retraites et celui des facilités de circulation, les représentants de la Fédération ont estimé qu'il avait par là même rompu la convention collective et l'accord en question, qui en était un des éléments.

M. RENE MAYER - Le Ministre du Travail, dont le rôle essentiel est de veiller à l'application des lois sociales de 1936, est d'avis que la mobilisation et l'état de guerre suspendent les effets des conventions collectives. Le personnel ne peut donc faire état, en l'espèce, ni de la convention collective, ni de l'accord entériné par le Ministre.

Au surplus, il convient de souligner que le régime que nous instituons en faveur des agents mobilisés est très large par rapport à ce que fait l'industrie privée.

M. LE PRESIDENT - En définitive, pour clore la discussion, nous sommes d'accord sur les propositions telles que vient de les résumer M. le Directeur Général.

Paris, le 12 Septembre 1939.

Direction Générale

RAPPORT au COMITÉ

- a) Mutations à titre temporaire
- b) Rémunération des agents retraités rappelés
- c) Allocations aux agents mobilisés
- d) Mise à la retraite des agents qui atteindront l'âge de la retraite

Dans sa séance du 30 Août, le Comité a procédé à un échange de vues concernant les allocations à accorder aux agents mobilisés en temps de guerre et a décidé d'adopter un régime calqué le plus exactement possible sur celui des fonctionnaires.

Cette décision nous a amenés à nous rapprocher du Ministère des Finances pour l'examen en commun des diverses questions qui se posent actuellement pour nos agents comme pour les fonctionnaires de l'Etat; il nous est apparu au cours de cet examen que les solutions que nous avions envisagées pour nos propres agents étaient parfois plus favorables que celles envisagées ou déjà décidées pour les fonctionnaires de l'Etat; les représentants du Ministère des Finances n'ont d'ailleurs pas vu d'objections à ces solutions favorables à notre personnel mais sous réserve que, dans l'ensemble, les solutions adoptées par nous ne soient pas plus avantageuses que celles adoptées pour les fonctionnaires; il ne faudrait pas, en d'autres termes, que nous calquions le régime des fonctionnaires chaque fois qu'il est plus avantageux que ce que nous avions prévu, tout en maintenant les dispositions que nous avions envisagées quand elles sont plus favorables que celles adoptées pour les fonctionnaires.

Nous proposons en conséquence au Comité les mesures ci-après :

- a) Mutations à titre temporaire.

De nombreux agents (environ 25.000) ont dû être changés de résidence parce que nous les avons évacués, soit des localités voisines de la frontière de l'Est, soit de Paris.

Nous avons assigné à ces agents de nouvelles résidences d'emploi et l'application normale de nos Conditions de Rémunération conduirait à leur payer :

- soit une indemnité de changement de résidence,
- soit des indemnités de déplacement tant que durera leur éloignement de la résidence dont ils ont été évacués.

Nous estimons que ce serait excessif et nous avons envisagé le régime ci-après :

.....

Pendant le premier mois, les intéressés recevront les indemnités de déplacement prévues par les Conditions de Rémunération pour un déplacement prolongé : de 28 à 50 frs par jour pour les agents mariés; de 28 à 50 frs par jour du 1^{er} au 15^e jour et de 13 à 23 frs par jour du 16^e au 30^e jour pour les célibataires.

A partir du 2^e mois, ils recevront une indemnité dite d'éloignement, destinée à tenir compte du seul supplément de frais occasionné par la nécessité de payer deux logements. Cette indemnité ne serait payée que sur justification de l'existence de cette double charge. Elle ne serait pas accordée aux agents célibataires, veufs ou divorcés ne bénéficiant pas d'allocations pour charges de famille et ne serait payée, dans le cas où deux agents mariés sont déplacés dans la même résidence, qu'à l'un d'entre eux. Elle serait égale à 10 % des éléments de rémunération comptant pour la retraite, augmentés de l'indemnité spéciale temporaire et de l'allocation pour charges de famille.

Les agents logés dans un immeuble réquisitionné par la S.N.C.F. paieraient un loyer calculé de façon à couvrir la S.N.C.F. des dépenses engagées par elle pour le logement de son personnel.

Les dispositions ci-dessus s'appliquant à environ 25.000 agents évacués entraîneront une dépense de l'ordre de 60 Millions par an.

Ce régime serait plus avantageux que celui des Fonctionnaires de l'Etat qui ne recevront, d'après les renseignements qui nous ont été fournis, qu'une indemnité de 25 frs par jour pour les mariés et de 15 frs par jour pour les célibataires pendant un mois.

Mais il n'est pas certain que la solution actuelle soit définitive en ce qui concerne les fonctionnaires.

b) Rémunération des agents retraités rappelés.

Les agents retraités rappelés en service recevront la rémunération nette correspondant à l'emploi qui leur est attribué pour une ancienneté égale à celle qu'ils avaient au moment de leur départ, diminuée d'un chevron ou d'un échelon.

Malgré cette diminution, ce régime serait encore en général plus avantageux que celui qui est prévu par le décret du 1^{er} Septembre 1939, d'après lequel le fonctionnaire retraité rappelé continuera à toucher sa pension et bénéficiera en outre d'une allocation toujours inférieure ou au plus égale à la différence entre ladite pension et le traitement d'activité correspondant à l'emploi tenu.

Mais il n'est pas certain que la solution actuelle soit définitive en ce qui concerne les fonctionnaires.

c) Allocations aux mobilisés.

La situation des personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre a fait l'objet d'un Décret du 1^{er} Septembre 1939 dont

l'article 4 est ainsi conçu :

"ARTICLE 4 - Les fonctionnaires et employés civils titulaires des Administrations, services ou établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif, reçoivent, lorsque dans le cas visé à l'article 1^{er} ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux, la solde militaire attachée à leur grade dans l'armée et ses accessoires.

"Toutefois, lorsque la solde est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficiaient dans leur administration au moment où ils ont été appelés ou rappelés sous les drapeaux, il leur est accordé, par l'administration d'origine, une indemnité égale à la différence entre, d'une part, le montant total du traitement ou salaire augmenté, le cas échéant, des indemnités soumises à retenues et de l'indemnité spéciale temporaire dont ils bénéficiaient dans leur emploi civil et, d'autre part, le montant de la solde proprement dite majorée, s'il y a lieu, de l'indemnité spéciale temporaire.

"Les intéressés pourront, en outre, le cas échéant, recevoir :

- Les indemnités pour charges de famille;
- l'indemnité de résidence calculée d'après le taux applicable à la localité où ils exerçaient leurs fonctions au moment de leur appel sous les drapeaux dans la mesure où cette indemnité excéderait le montant de l'indemnité pour charges militaires qui pourrait leur être allouée au titre de la solde."

La décision prise le 30 Août par le Comité de Direction nous a amenés à remanier le projet que nous lui avons présenté en vue de supprimer, ainsi qu'il est prévu par le Décret précité, le cumul entre la rémunération civile et la solde militaire de l'agent mobilisé, soit comme sous-officier à solde journalière, soit comme simple soldat.

Pour répondre, d'autre part, aux préoccupations des représentants du Ministère des Finances que nous avons relatées au début du présent rapport, nous proposons au Comité de maintenir à l'exemple de ce qui s'était fait au cours de la dernière guerre, la distinction que nous avons envisagée de faire entre les agents mariés ou ayant des charges de famille et ceux qui n'en ont pas; ces derniers ne toucheraient que la moitié de la différence entre leur solde civile et leur solde militaire. Cette mesure paraît d'ailleurs en harmonie avec la politique définie par le nouveau Code de la famille.

Il nous apparaît, par ailleurs, qu'il serait anormal que l'agent mobilisé dans une formation militaire mais non dans une unité combattante qui, aux termes du décret du 1^{er} Septembre 1939 ne subira pas la retenue supplémentaire de 13 % (1) sur sa rémunération reçût en conséquence une rémunération supérieure d'environ 15 % (2) à celle de l'agent non mobilisé.

(1) - 11 % à partir du 1^{er} Janvier 1940.

(2) - 13 % à partir du 1^{er} Janvier 1940.

Nous proposons en conséquence que, pour les agents mariés ou ayant des charges de famille, mobilisés en dehors d'une unité combattante, l'allocation spéciale mensuelle soit égale à la différence entre 87 % (1) de leur rémunération civile brute et leur solde militaire nette, pour les agents sans charges de famille elle sera réduite de moitié.

Nous rappelons que la dépense relative aux allocations aux mobilisés telles que nous les avons prévues dans notre dernier Rapport serait de l'ordre de 1.600^M par an; si les allocations aux célibataires n'étaient pas réduites, la dépense serait accrue de 200 M par an environ.

d) Mise à la retraite des agents qui atteindront l'âge de la retraite.

Nous rappelons au Comité de Direction qu'aux termes d'un décret du 12 Novembre 1938, les agents et fonctionnaires supérieurs qui atteignent l'âge de la pension normale doivent, quel que soit le nombre de leurs années de service, être mis à la retraite, sous réserve toutefois des sursis qui peuvent leur être accordés par décision spéciale du Ministre des Travaux Publics.

Le décret du 26 Août 1939 sur la résorption des effectifs en sur-nombre a précisé que le Décret du 12 Novembre 1938 resterait applicable :

- jusqu'au 31 Décembre 1941 pour le personnel des échelles 1 à 8, 1 bis à 6 bis, a à g, A à E et assimilées;
- jusqu'au 31 Décembre 1940 pour le personnel des éch. 9 à 14 et assimilées;
- jusqu'au 30 Juin 1940 pour le personnel des échelles 15 et au-dessus et assimilées,

les dates précitées pouvant d'ailleurs être avancées suivant les besoins par arrêté du Ministre des Travaux Publics pris sur la proposition de la S.N.C.F.

Il aurait pu être envisagé, eu égard au grand nombre d'agents qui ont été mobilisés, de demander à M. le Ministre des Travaux Publics de sur-seoir à l'application des dispositions du décret du 12 Novembre 1938; nous estimons toutefois préférable de continuer à appliquer ces dispositions, tant que les effectifs du cadre resteront supérieurs aux besoins résultant des règles du travail fixées par le décret du 19 mai 1939, sauf à demander les sursis qui l'auraient été si la guerre n'avait pas éclaté et, d'autre part, à maintenir dans leur emploi comme retraités rappelés les agents ou fonctionnaires supérieurs dont nous aurions besoin, mais en ne leur faisant pas la diminution d'un échelon ou chevron prévue au § b) ci-dessus.

Il a été décidé d'adopter une procédure analogue pour les fonctionnaires de l'Etat atteints par la limite d'âge.

Le Directeur Général,

Signé : LE BESNERAIS

(1) - 89 % à partir du 1^o Janvier 1940.

QU. VIII - Questions diverses

b) Solde du personnel mobilisé.

Pas de
P.V. COURT

STENO p. 28

M. LE PRESIDENT.- Je ne suis préoccupé de la situation de nos agents mobilisés au point de vue de leur solde. D'après les indications qui m'ont été données, cette question ne serait pas encore réglée.

M. BERTHELOT.- Pas encore.

M. LE PRESIDENT.- La solde sera-t-elle maintenue intégralement ?

M. BERTHELOT.- Très probablement.

M. ARON.- Un décret général va paraître incessamment à ce sujet. Je croyais qu'il paraîtrait ce matin à l'Officiel. Il faut attendre que ce décret paraisse.

M. BERTHELOT.- D'après le dernier entretien que j'ai eu avec les Services du Ministère des Finances, il est question de maintenir intégralement leur traitement aux fonctionnaires mobilisés, mais d'instaurer une taxe civique.

M. LE PRESIDENT.- Il faudra régler la question dès que le décret annoncé comme imminent aura paru.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 12 septembre 1939

VI - Traitement du personnel mobilisé.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
du
PERSONNEL.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

N° 2186 A/39

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
MM. les Directeurs des Services Centraux,
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

Les conditions dans lesquelles, en cas de mobilisation générale, seraient rémunérés les agents mobilisés aux armées ou dans les Sections de Chemins de fer de campagne sont actuellement à l'étude. Une décision ne pourra être prise que lorsque seront elles-mêmes fixées les conditions de rémunération des fonctionnaires mobilisés.

Mais sans attendre la parution de l'instruction qui portera à votre connaissance ces règles de rémunération, il convient de demander sans délai à chacun des agents susceptibles d'être appelés aux armées ou dans les Sections de Chemins de fer de campagne s'il désire déléguer une partie ou la totalité de l'allocation mensuelle qui pourrait lui revenir. Il devra alors préciser les nom et prénoms de la personne à laquelle il donne délégation, son adresse actuelle, et, s'il y a lieu son degré de parenté avec l'agent, le N° de sa carte d'identité si elle en possède une. Un état de ces délégations de solde sera remis au Service chargé d'établir les feuilles de solde de l'établissement d'attache des agents intéressés.

Il est vraisemblable que beaucoup d'agents, sans attendre des précisions sur le montant des allocations mensuelles qui pourraient leur revenir, délégueront à leur famille la totalité de ces allocations. Il en sera pris note.

Une instruction ultérieure fixera les conditions de mandatement des délégations.

En ce qui concerne les agents déjà appelés aux armées, il n'y a pas lieu de les consulter; ils ne manqueront pas de faire connaître d'eux-mêmes leur désir.

Le Directeur Général,

P.O.: Le Directeur du Service Central du Personnel,

R. BARTH.

QU. XII - Questions diverses

Pas de P.V. COURT

STENO p. 49

d) Traitement des agents mobilisés

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT - Je crois que le Ministre des Finances préférerait que vous ajourniez l'examen de cette affaire.

M. RUEFF - Oui, car la question n'a pas encore fait l'objet d'un règlement définitif en ce qui concerne les fonctionnaires de l'Etat.

M. LE BESNERAIS - Nous pouvons cependant procéder sans inconvénients à un échange de vues.

M. LE PRESIDENT - Quel est le régime appliqué aux agents qui viennent d'être rappelés sous les drapeaux ?

M. LE BESNERAIS - Celui que vous avez accepté en avril et mai dernier. Mais la question qui se pose actuellement est plus vaste, car elle a trait au régime à instaurer en cas de mobilisation générale.

M. ARON - Je suis d'accord pour ajourner l'examen de cette question. Mais je tiens à présenter quelques observations, dès maintenant, pour le cas où, par suite des circonstances, le Comité ne pourrait se réunir et régler cette affaire.

J'attire en particulier votre attention sur la distinction qui nous est proposée entre agents mariés et célibataires et qui me paraît arbitraire. Vous envisagez, en effet, d'accorder aux agents mariés, veufs ou divorcés, ayant charge d'enfants, une indemnité égale à la différence entre leur solde civile brute et leur solde militaire et de n'octroyer aux agents célibataires que la moitié de cette différence. Or, une telle distinction n'est

pas prévue par le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux, elle aboutit, d'autre part, à ce résultat que le cheminot célibataire rappelé sous les drapeaux n'a droit qu'à la moitié du traitement que reçoit le célibataire maintenu à son poste. Cette solution me paraît impossible à retenir.

M. LE PRESIDENT - Je réponds à M. ARON que j'espère bien que le Comité de Direction continuera de se réunir tous les mardis, cela, bien entendu, dans la mesure du possible. Par ailleurs, étant donné l'importance de la question, je crois qu'il serait utile de prendre aujourd'hui une décision, même provisoire et conditionnelle. Mais qui doit la prendre, le Comité ou le Conseil ?

M. René MAYER - J'estime, pour ma part, que cette affaire pose une question de principe, à propos de laquelle il est urgent de procéder à un échange de vues, car nous aurons à décider du régime à appliquer, compte tenu de la situation qui sera faite aux fonctionnaires mobilisés. Si nous devons étendre à nos agents le régime qui sera établi pour les fonctionnaires, il me paraît inutile de délibérer. Si nous devons prévoir un régime différent, - et à mon sens, je crois que c'est là la solution qui devrait prévaloir, étant donné notamment que certaines catégories d'agents n'ont pas leur pendant chez les fonctionnaires, - il faudra l'étudier en fonction, non seulement des décisions qui seront prises à l'égard des fonctionnaires, mais encore des mesures qui seront appliquées par les entreprises qui ne bénéficient pas de la garantie de l'Etat et qui ne pourront continuer à payer leur personnel aussi libéralement que nous. Nous aboutirons

vraisemblablement à un régime intermédiaire.

En ce qui concerne le régime qui nous est soumis, je suis bien d'accord avec M. ARON pour reconnaître qu'il crée une situation fâcheuse pour les célibataires mobilisés par rapport aux célibataires ~~xxxxx~~ non rappelés. Par contre, je suis partisan de la distinction établie parmi les mobilisés entre agents mariés, veufs ou divorcés ayant des charges de famille, d'une part, et célibataires, d'autre part; j'estime même que cette distinction devrait être reprise par tous les employeurs et je compte bien l'appliquer dans toutes les entreprises dont j'ai la responsabilité.

Mais, ce qui me préoccupe, ce n'est pas tant la situation qui sera faite aux cheminots mobilisés que celle qui est envisagée pour les agents non mobilisés. En conservant à ces derniers le bénéfice de la solde entière, vous allez faire renaître des difficultés que les Réseaux ont connues à ce propos lors de la dernière guerre.

M. ARON - A priori, toute formule qui réduit la situation d'un mobilisé par rapport à un non mobilisé est impossible à appliquer.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Le Ministre des Finances nous a demandé ce que nous comptons faire pour les agents de chemins de fer. Je crois qu'il faudrait prendre une décision, ne serait-elle que provisoire et la lui faire connaître, en soulignant toutefois le caractère provisoire et en indiquant qu'un régime définitif sera mis au point, lorsque la situation des fonctionnaires sera nettement déterminée.

L'Administration des Finances hésite encore sur le régime à appliquer aux fonctionnaires; des projets sont

Les discussions que nous aurons à ce sujet sont de nature à apporter une contribution efficace à la décision d'ordre général qui doit intervenir.

M. LE PRESIDENT. - On nous demande donc, non pas une décision, mais un avis.

M. ROUFFANDEAU. - J'ingère ignore complètement dans quel sens interviendra la décision, tant en ce qui concerne les fonctionnaires que les entreprises privées.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Quoi qu'il en soit, le Ministère des Finances manque d'éléments d'informations. L'avis du Comité de Direction lui sera précieux à cet égard.

M. RUEFF. - Je suis convaincu d'ailleurs que l'avis du Comité de Direction sera très proche de celui du Ministère des Finances et c'est pourquoi je serais heureux de le recueillir.

M. LE PRESIDENT. - Le point le plus délicat concerne surtout les célibataires.

M. ARON. - Ce n'est qu'un point particulier. A son sens, il nous faut rechercher :

- 1°) s'il convient d'établir une distinction entre les agents mariés et les célibataires;
- 2°) quelle est la fraction de la différence entre le traitement du temps de paix et la solde militaire qu'il est légitime d'accorder aux agents qui seront mobilisés.

M. RUEFF. - Il y a aussi la question de savoir s'il vaut mieux réduire le traitement ou en reprendre partie par voie fiscale.

M. René MAYER. - Il faut également rechercher quel doit être le salaire des agents qui restent en service et ne sont pas mobilisés.

M. GRIMPET. - Ce salaire est fixé par le contrat de travail.

M. René MAYER. - La mobilisation suspend les conventions collectives.

M. BERTHELOT. - M. POMARET ne veut pas de hauts salaires.

M. LE DESHERAIS. - Je suis d'accord sur une réduction éventuelle des salaires des agents non mobilisés, qu'elle ait lieu sous forme d'impôt ou sous quelque autre forme que ce soit. Mais nous ne pensons pas prendre parti en cette matière avant que le Gouvernement ait résolu la question.

La note qui vous a été distribuée a été établie, en supposant le maintien du salaire actuel aux agents non mobilisés et le régime qu'elle préconise est celui qui, en fait, a été appliqué à nos agents au cours de la dernière guerre.

M. ARON. - Si vous acceptez le principe d'une indemnité différentielle, je demande qu'il soit étendu à tous les agents sans distinction.

M. GRIMPET. - A propos du régime en vigueur pendant la dernière guerre, que signifie, au renvoi de la page 2 de la note, la phrase " les agents mobilisés dans les sections de chemin de fer de campagne ont bénéficié pendant la guerre 1914-1918 de leur solde des Réseaux et de la solde militaire correspondant à leur grade d'assimilation militaire"? Est-ce

à dire que ces agents ont cumulé deux traitements ?

M. LE BESNERAIS. - Oui.

M. GRIMPRET. - Je suppose que vous n'entendez pas continuer ces errements.

M. LE BESNERAIS. - Non. La question du régime qui doit être appliqué aux agents mobilisés dans les sections de chemins de fer de campagne est à l'étude en ce moment, à l'Etat-major de l'Armée. Ce dernier nous fera connaître le résultat de cette étude.

M. GRIMPRET. - Il ne se semble pas que vous preniez position pour ou contre.

M. René MAYER. - La décision ne dépend pas de nous, mais du Ministère de la Guerre.

M. GRIMPRET. - Oui pour ce qui est de la solde militaire. Mais le traitement civil est de notre ressort.

M. LE BESNERAIS. - Bien entendu.

M. GRIMPRET. - Je crois qu'il n'est pas possible d'admettre le cumul.

M. LE BESNERAIS. - Je suis d'accord avec vous.

M. LE PRESIDENT. - Si nous acceptons de n'accorder aux célibataires mobilisés que la moitié de la différence entre leur solde civile ^{brute} et leur solde militaire, cette règle jouera-t-elle sans aucune distinction ? Certains de ces célibataires peuvent avoir des parents à leur charge, un loyer et des impôts à payer.

M. BOUFFANDEAU - Si nous laissons de côté la question des traitements dans l'industrie privée, et la question des salaires à allouer aux agents non mobilisés, il reste à examiner si les cheminots doivent ou non suivre le sort des fonctionnaires. Je crois bien me souvenir qu'en matière de rémunération, les agents de chemins de fer sont assimilés aux fonctionnaires.

M. GUIMPET - Parfaitement, La Convention collective prévoit ce parallélisme.

M. BOUFFANDEAU - Or, en ce qui concerne les fonctionnaires, la législation en vigueur ~~la loi du 22 juillet 1922~~ n'établit aucune distinction entre fonctionnaires mariés et fonctionnaires célibataires. Si nous établissons cette distinction pour les agents des chemins de fer, outre l'objection très sérieuse tirée de ce fait que les célibataires non mobilisés vont se trouver favorisés par rapport aux célibataires rappelés sous les drapeaux, nous méconnaissions l'assimilation aux fonctionnaires que nous avons cependant admise et reconnue et l'on peut se demander si cette attitude ne risque pas de nous être préjudiciable par la suite. Au surplus, l'octroi aux agents célibataires mobilisés d'une indemnité égale à la différence entre leur traitement et leur solde militaire ne conduirait pas à des dépenses supplémentaires tellement appréciables par rapport à la somme totale en jeu, puisque ces dépenses seraient ^{de l'ordre} de 216 millions. Une solution ne pourrait-elle pas d'ailleurs être trouvée, en s'inspirant du précédent créé par la dernière guerre ? Puisque les Pouvoirs publics ont accepté, en 1923, de voter les crédits nécessaires pour que tous les cheminots mobilisés reçoivent des indemnités égales à celles qui avaient été accordées par le P.O. à ses agents mobilisés, peut-être pourraient-ils nous venir en aide de la même façon, pour nous permettre de traiter sur le même pied d'égalité agents mariés et célibataires.

M. LE PRESIDENT - A l'encontre de la solution qui nous est proposée dans la note qui a été distribuée, il y a surtout à mon sens le fait nouveau, par rapport à la guerre 1914-1918, que nous nous sommes engagés à suivre à peu près pour nos cheminots ce que fait l'Etat pour ses fonctionnaires.

A plusieurs reprises, nous avons ~~insistamment~~ invoqué ce fait pour refuser à notre personnel ce qu'il nous demandait. Pouvons-nous, dans ces conditions, lui refuser ^{en cette matière} les avantages accordés par l'Etat à ses fonctionnaires ?

M. ROUFFANDEAU - C'est là évidemment le gros argument contre la solution proposée. Je rappelle que tout récemment encore, en matière d'allocations familiales, nous avons fait valoir que nos agents étaient traités comme les fonctionnaires, pour ne pas leur accorder le bénéfice du droit commun.

M. René MAYER - Nous ne savons pas le régime qui serait appliqué, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre, par l'Etat à ses fonctionnaires.

M. LE PRESIDENT - Nous ~~avons~~ nous plaçons dans l'hypothèse où la situation des fonctionnaires resterait réglée par les textes en vigueur.

M. GRIMPREY - L'argument principal, sinon le seul, en faveur de la ~~xxx~~ solution proposée dans la note, c'est que cette solution est conforme à celle qui a été adoptée au cours de la dernière guerre.

M. LE PRESIDENT - Mais il y a eu depuis, je le répète, le fait nouveau de la convention collective.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Je crois que ce que nous avons de mieux à faire, est d'établir une note qui sera envoyée au Ministère des Finances, indiquant simplement

les mesures prises au cours de la dernière guerre, et les modifications que le Comité est d'avis d'y apporter. Autrement dit, je crois que le Comité ne devrait pas prendre de décision aujourd'hui, mais émettre toutefois un avis.

M. LE PRÉSIDENT - Ne faudrait-il pas plutôt prendre l'avis du Conseil d'Administration ? En tous cas, quelle est l'opinion du Comité ?

M. RUFFE - J'avoue qu'il m'est très difficile de me faire une opinion sur la question. Comme nous ignorons ce qui sera fait pour d'autres industries, il me paraît aussi impossible d'émettre un avis aujourd'hui que de prendre une décision.

M. MARLIO - Je suis bien d'accord avec vous.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Le Ministère des Finances nous avait demandé cependant si nous avions des propositions en ce qui concerne la S.N.C.F.

M. RUFFE - Nous ferions mieux, je crois, de nous abstenir pour l'instant.

M. René MAYER - Il y a un aspect psychologique de la question dont il faut tenir compte. Les agents se préoccupent du sort de leur famille et voudraient savoir ce qu'ils touchent. C'est une raison qui inciterait à prendre une décision.

M. BERTHELOT - S'il ne s'agit que d'un avis, je crois qu'il est inutile de répondre au Ministère des Finances, puisque M. BOUTHILLIER, qui en est le Secrétaire Général, a reçu la notice qui vous a été distribuée. Cela paraît suffire.

M. LE PRÉSIDENT - La notice dont vous parlez ne représente que les propositions du Directeur Général, que le Comité ne semble pas vouloir faire siennes, en raison du traitement différentiel qu'elle prévoit pour les agents mariés et les célibataires.

M. BERTHELOT - On pourrait se borner à l'exposé des mesures prises pendant la dernière guerre.

M. LE DESNERAIS - Avec l'indication des répercussions financières qui entraînerait actuellement l'application de ces mesures.

M. BERTHELOT - Si nous décidions de donner aux célibataires la même indemnité différentielle qu'aux agents mariés, la dépense supplémentaire serait de 216 M.; cela découle de la note, mais nous ne prenons pas parti.

M. GRIMPRET - En faveur de cette distinction entre agents mariés et célibataires, on ne peut invoquer que le précédent tiré de la guerre de 1914-1918.

M. LE DESNERAIS - Pour moi, il y a plus, car j'estime que ce précédent constitue en soi une solution équitable.

M. GRIMPRET - Il y a ^{pourtant} la question des parents à charge.

M. ARON - Il y a surtout l'impossibilité de donner moins à l'agent mobilisé qu'à celui resté à son travail.

M. LE DESNERAIS - ~~En ce qui concerne le principe de l'indemnité différentielle, est-ce que...~~ J'estime qu'il est normal de tenir compte des charges de famille et d'accorder une plus forte indemnité aux agents mariés qu'aux célibataires. L'Etat ne l'a pas fait pour ses fonctionnaires. A mon sens c'est une erreur.

M. LE PRESIDENT - Votre proposition peut être juste, mais à condition de la corriger en faveur des célibataires qui ont des parents à leur charge. Tout individu réappelé sous les drapeaux doit pouvoir partir assuré que sa famille ne manquera pas du nécessaire. Nous ne pouvons pas faire abstraction de ce facteur moral.

M. ARON - J'admets, à la rigueur, que vous établissiez une différence de régime entre les agents mariés et les célibataires mobilisés. Mais il faut alors réduire le traitement des célibataires qui ne sont pas mobilisés.

M. René MAYER - Il ne faut pas oublier cependant que les mobilisés se trouvent, de par leur situation spéciale, exemptés de certaines charges de la vie courante que les non mobilisés continuent à supporter. Ils sont logés et nourris par l'Etat et sont dispensés du paiement de leur loyer et de leurs impôts.

M. BOUFFANDEAU - Mais il nous faut tenir compte de la position prise à l'égard des fonctionnaires, puisque nous avons accepté d'assimiler nos agents aux fonctionnaires de l'Etat, en matière de rémunération.

M. LE BESNERAIS - Le régime que je propose devrait être appliqué aux fonctionnaires.

M. BERTHELOT - Au surplus, l'assimilation des cheminots aux fonctionnaires n'a été admise qu'en ce qui concerne les variations de la rémunération.

M. René MAYER - Pour ma part, j'approuve entièrement les termes de la note qui nous a été soumise. Elle met en relief les régimes différents qui ont été établis pendant la guerre pour les fonctionnaires et les agents de chemins de fer mobilisés. L'Etat, jusqu'à nouvel ordre, compte maintenir les règles posées par la loi du 5 août 1914 qui n'a jamais été abrogée. De notre côté, nous nous proposons de rétablir le régime appliqué aux agents de chemins de fer pendant la guerre de 1914-1918, et nous indiquons ce que ces mesures nous coûteront. Peut-être pourrions nous compléter cette note en signalant les opinions diverses exprimées au sein du Comité. Mais, à mon avis, le régime qui est envisagé à l'égard des cheminots est équitable

M. ARON - Je ne partage pas du tout votre manière de voir.

M. LE PRESIDENT - ^{Tout} ~~cela~~ dépend du point de vue auquel on se place.

M. MAHLIO - N'oubliez pas que nous ignorons en réalité le régime qui sera appliqué aux fonctionnaires.

M. René MAYER - Il est probable qu'on ne prendra aucune décision à leur égard, et que la loi du 5 août 1914 jouera purement et simplement.

M. LE PRESIDENT - C'est fort possible. En tout cas, il me paraît difficile d'aboutir à une conclusion ferme, alors que nous ignorons ce que fera l'Etat en réalité pour ses fonctionnaires. Si donc nous répondons au Ministère des Finances, en lui envoyant la notice, il faudra bien spécifier qu'il s'agit d'un simple exposé de la question et non de l'avis du Comité.

M. René MAYER - Je me demande s'il ne serait pas préférable d'émettre réellement un avis.

M. LE PRESIDENT - M. GRIMPRET estime aussi qu'il y a intérêt à dégager, par un vote, l'opinion du Comité.

Je vais donc mettre aux voix le régime envisagé et qui est le suivant : Dans l'hypothèse où l'Etat maintiendrait à ses fonctionnaires le bénéfice de la loi du 5 août 1914, y a-t-il lieu, conformément aux propositions contenues dans la note distribuée, d'accorder :

- aux cheminots mobilisés mariés, veufs ou divorcés ayant charge d'enfants, une indemnité égale à la différence entre leur solde ~~xxx~~ civile brute et leur solde militaire ?

- aux célibataires mobilisés une indemnité égale à la moitié de la différence entre leur solde civile brute et leur solde militaire ?

A la majorité, le Comité se prononce contre ces propositions.

M. LE PRESIDENT - Croyez-vous qu'il faille porter la question devant le Conseil ?

M. RUEFF - Non. J'estime que ce serait, pour le moment, tout à fait inopportun.

M. LE PRESIDENT - D'accord.

M. GRIMPET - Bien entendu, l'avis qui vient d'être exprimé à la majorité ne vaut que si la loi du 5 août 1914 est maintenue.

M. LE PRESIDENT - Oui, c'est dans cette hypothèse que nous nous sommes prononcés.

Autre question. Estimez-vous opportun d'écrire au Ministre des Travaux Publics pour le mettre au courant de cette discussion ? Il me semble qu'il ne serait pas très opportun d'écrire et qu'il suffirait que M. le Commissaire du Gouvernement le tienne au courant.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Je n'y manquerai pas.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT - Je crois qu'il y a lieu de faire ressortir ^{ou} ce qui a déterminé l'opinion du Comité, c'est avant tout la question de l'assimilation du cheminot au fonctionnaire, plutôt que des considérations de morale ou de droit.

M. LE PRESIDENT - En tout cas, il y a lieu de faire ressortir que l'opinion émise par le Comité ne vaut que dans l'hypothèse où la loi du 5 août 1914, relative à la situation des fonctionnaires en temps de guerre, serait maintenue.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT voudra bien en informer le Ministre des Travaux Publics.

CONFIDENTIEL

En vue de la séance
du Comité de Direction
du 30 août 1939

(Questions diverses)

*K. Bonchiller
Rueff*

2. a. rapport 9-1

*Genève
Rep. pour les
ch. 2/25
a. l'op. 2/25*

28 AOÛT 1939

1 ex. sous pli "confidentiel" à tous
les membres du Comité de Direction

Paris, le 27 AOÛT 1939

RAPPORT AU COMITÉ

ALLOCATIONS aux AGENTS MOBILISÉS

Il y aurait intérêt à fixer les allocations à accorder à partir de la mobilisation générale, aux agents de la S.N.C.F. qui seraient mobilisés hors de celle-ci.

Nous rappellerons tout d'abord quel a été le régime appliqué pendant la guerre 1914-1918.

1°- Régime appliqué pendant la guerre 1914-1918 par l'Etat à ses fonctionnaires, ainsi que par l'ancien Réseau de l'Etat à ses agents.

EN application de la loi du 5 août 1914, les intéressés se sont vu appliquer le régime suivant :

- les fonctionnaires ou agents mobilisés dans des grades autres que ceux d'Officier ou de Sous-Officier à solde mensuelle ont bénéficié du maintien intégral de leur traitement civil.

- les fonctionnaires ou agents mobilisés comme Officier ou Sous-Officier à solde mensuelle ont bénéficié, lorsque leur solde militaire était inférieure à leur traitement civil, d'une indemnité égale à la différence entre ces deux traitements.

Aucune distinction n'a été faite entre les mariés ou soutiens de famille et les célibataires.

2°- Régimes appliqués pendant la guerre 1914-1918 par les anciens Réseaux autres que celui de l'Etat.

Les régimes appliqués par les anciens Réseaux autres que celui de l'Etat, quoique assez différents d'un Réseau à l'autre, furent sensiblement équivalents au régime suivant :

- demi-solde aux agents mariés ou soutiens de famille;

- aucune indemnité ou des secours de faible importance aux agents célibataires.

La plupart des anciens Réseaux ont, en outre, alloué à leurs agents mobilisés au moment de leur appel sous les drapeaux une "allocation de départ" égale à un demi-mois de traitement.

A la suite des multiples réclamations qui se sont élevées après la guerre, le Réseau du P.O. a accepté de payer avec effet rétroactif :

- la solde entière aux agents mariés et aux soutiens de famille qui avaient été mobilisés;
- la demi-solde aux autres agents.

Cette mesure ne fit qu'accroître les réclamations des agents des autres Réseaux et ces Réseaux ayant refusé de prendre à leur charge la dépense correspondante, le Parlement décida, le 13 Juillet 1925, d'ouvrir dans le budget de l'Etat un crédit de 20 Millions destiné à permettre de payer à tous les agents mobilisés les mêmes indemnités qu'aux agents du P.O.

Consulté officieusement au cours de la dernière période de tension internationale, le Ministère des Finances a fait connaître que la loi du 5 août 1914 n'ayant pas été abrogée, l'Administration appliquerait, le cas échéant, à ses fonctionnaires mobilisés le même régime de rémunération qu'en 1914-1918.

x
x x

Nous envisageons en conséquence, d'appliquer aux agents du cadre permanent de la Société Nationale mobilisés hors de celle-ci dans les unités autres que les Sections de Chemins de fer de campagne (1) le régime ci-après :

(1) Les agents mobilisés dans les Sections de Chemins de fer de Campagne ont bénéficié pendant la guerre 1914-1918 de leur solde des Réseaux et de la solde militaire correspondant à leur grade d'assimilation militaire.

La question du régime qui doit leur être appliqué à l'avenir est à l'étude en ce moment à l'Etat-Major de l'Armée qui doit nous faire part du résultat de cette étude.

.....

1°- Agents mariés et agents célibataires veufs ou divorcés ayant à leur charge un ou plusieurs enfants ouvrant droit à allocation familiale.

Les Officiers et Sous-Officiers à solde militaire mensuelle bénéficieront d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur solde civile brute et leur solde militaire.

Les Sous-Officiers à solde militaire journalière les Caporaux et les soldats bénéficieront pendant la durée de leur mobilisation d'une allocation spéciale mensuelle égale à leur solde civile brute.

La solde civile brute comprend le total de tous les éléments de rémunération soumis à retenues pour la retraite, y compris une gratification de fin d'année calculée sur le dernier pourcentage obtenu (on prendra la valeur moyenne pendant les 12 mois précédant la mobilisation de ceux de ces éléments qui seraient variables) augmentés des indemnités de cherté de vie, de l'indemnité de résidence et, le cas échéant, des allocations familiales.

2°- Agents célibataires, veufs ou divorcés n'ayant pas à charge un ou plusieurs enfants ouvrant droit à allocations familiales.

Ces agents recevront une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue en 1° ci-dessus pour les agents mariés.

3°- Dispositions communes aux deux catégories d'agents mobilisés.

Les agents mobilisés resteront affiliés à la Caisse des Retraites pendant la durée de leur mobilisation moyennant une retenue égale à 5 % des éléments de leur solde civile brute soumis à retenue.

Ils continueront à bénéficier pour leurs familles :

- 1°- de l'économat;
- 2°- du combustible;
- 3°- des avantages accordés par la Caisse de Prévoyance (ou par les Caisses de l'A.L., de l'Est, ou du P.O.-Midi) contre versement de leur quote-part.

Leur régime de facilités de circulation sera le même que celui des agents restés en service.

x
x x

Le coût annuel de l'allocation envisagée peut être évalué comme suit :

Nombre d'agents mobilisés (1) :

Mariés.....	82.500
Célibataires.....	<u>27.500</u>
Total...	110.000

Solde civile brute moyenne :

	<u>Mariés</u>	<u>Célibataires</u>
- Eléments soumis à retenues pour la retraite..... (traitement, primes, gratifications)	10.000	10.000
- Indemnité de cherté de vie.....	3.600	3.600
- Indemnité de résidence.....	2.100	2.100
- Allocations familiales.....	<u>1.200</u>	
	16.900 f	<u>15.700 f</u>

Montant des allocations spéciales :

- Agents mariés	16.900 x 82.500.....	1.394 M
- Agents célibataires	<u>15.700 x 27.500</u>	216 M
	2	
	Dépense totale.....	<u>1.610 M</u>

Ce chiffre est toutefois un maximum, car les Officiers et Sous-Officiers à solde militaire mensuelle ne toucheront que la différence entre leur solde militaire (difficile à évaluer) et leur solde civile.

Etant donné que ces dépenses ne font pas explicitement partie de nos charges d'exploitation et que, d'autre part, nous aurons à supporter la solde des retraités et des auxiliaires que nous devons rappeler ou appeler en service en remplacement d'agents mobilisés, nous proposons au Comité de Direction de nous habiliter à demander à M. le Ministre des Travaux Publics l'autorisation d'imputer les dépenses de l'espèce à un compte d'ordre spécial qui serait couvert par des avances du Trésor non remboursables.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS

(1) non compris 34.000 agents des Sections de C.F.C. visés au renvoi (1) de la page 2.

Comité de Direction

Séance du 30 août 1939

Questions diverses

5°) Allocations aux agents mobilisés

Agents appelés = app. r. g. l. c. m.

Ag. mobilisés = Ag. r. g. l. c. m.

P. r. Devis contractuelle.

R. M. C'est un salaire fixe par jour et par heure.

Il y a des primes, ce sont les 50 % de la allocation est

Elle est de 200 francs
le plus pour ceux qui vont avec les mobilisés

C. g. Il faut avoir travaillé. Le fait de travailler
démontre
Rue

- 1) durée max de travail
- 2) pour se faire comme un mobilisé
- 3) être des Ag. mobilisés
- 4) les allocations de l'Etat en plus des allocations

QUESTION X - QUESTIONS DIVERSES

P.V. COURT

b) Rémunération des agents mobilisés.

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p.68

M. LE PRESIDENT.- Avons-nous des renseignements complémentaires au sujet de ce que l'Etat fait pour ses fonctionnaires ?

M. LE BESNERAIS.- Non. Aucune décision n'est intervenue encore en la matière.

M. ARON.- Je n'ai, en effet, rien vu paraître de nouveau sur la question. Je crois donc que l'Etat maintient les règles actuelles qui ne font aucune distinction entre fonctionnaires mariés ou célibataires.

A ce propos, je regrette de ne pas avoir compris, au cours du dernier examen de la question, que vous proposiez une solution différente suivant qu'il s'agissait d'agents mariés ou célibataires.

M. LE BESNERAIS.- Le Comité s'est borné à appliquer, pour le mois d'avril, le régime en vigueur pour les périodes de réserve.

M. ARON.- Pourquoi introduire des distinctions arbitraires que l'Etat n'observe pas pour ses fonctionnaires ?

M. René MAYER.- Nous avons appliqué ce régime, parce qu'il est statutaire.

M. LE BESNERAIS.- Il est du moins réglementaire. C'est du reste le régime qui a été appliqué pendant la guerre par les anciens Réseaux, soit qu'il l'ait été spontanément, sous réserve de modalités diverses, soit que, pour certains Réseaux qui n'avaient rien donné, la situation ait été régularisée rétroactivement après la guerre, par voie de rappel.~~xxx~~
~~cette allocation~~

M. RUEFF.- Comment procède l'Etat?

le cumul.

M. LE BESNERAIS.- Il applique ~~un régime de cumul~~
~~xxx~~

M. ARON.- Pendant la guerre, il payait la différence entre la solde militaire et le traitement civil, mais sans distinguer entre agents mariés ou célibataires. C'est cette distinction qui ne me semble pas indiquée.

M. LE BESNERAIS.- Pratiquement, quel régime dois-je appliquer en mai ?

M. GOY.- Puisque l'Etat applique en mai les mêmes errements qu'en avril, continuons nous-mêmes à faire pour mai ce que nous faisons en avril.

.....

M. LE BESNERAIS.- La dépense serait alors de 900.000 fr, au lieu de 400.000 fr que coûterait la solution que je vous propose.

M. GOY.- Il me semble difficile de faire autrement.

M. LE BESNERAIS.- Nous pourrions très bien soutenir que, si cette situation était logique en avril, car, jusque là, la durée de la mobilisation n'excédait pas celle d'une période de réserve ordinaire, il n'en est plus de même, maintenant que cette mobilisation se prolonge. Notamment, pour les agents qui font partie des disponibilités de l'armée active, on peut considérer que ces agents accomplissent une troisième année de service.

M. RUEFF.- Votre proposition ne jouerait que pour le mois de mai ?

M. LE BESNERAIS.- Oui. Mais ce régime est, dans ses grandes lignes, analogue à celui que j'aurais l'intention de proposer pour le temps de guerre.

M. RUEFF.- Ne sommes-nous pas obligés d'appliquer, en temps de guerre, à nos agents, le même régime que l'Etat pour ses fonctionnaires ?

M. LE BESNERAIS.- Pour les fonctionnaires, la question est réglée par la loi du 5 août 1914 "relative au cumul de la solde avec les traitements en cas de mobilisation". Cette loi n'est pas applicable au personnel des chemins de fer.

M. GOY.- Ne peut-elle leur être étendue ?

M. CRIMPRET.- J'estime que nous avons intérêt à demeurer en deçà de ce que fait l'Etat pour ses fonctionnaires.

.....

M. ARON.- Nous sommes en deçà pour les célibataires seulement. Et je m'élève encore une fois contre cette distinction que je trouve arbitraire entre célibataires et gens mariés.

Qu'on développe la natalité par tous les moyens qu'on ^{vois} voudra, mais je ne ~~sais~~ pas, en l'espèce, la raison de cette distinction.

M. René MAYER.- Pourquoi ne pas tenir compte des faits ? Nous ne nous trouvons pas dans la situation du temps de guerre. Les délégations de solde ne sont pas organisées. Il est normal, à mon sens, que nous distinguions entre les célibataires qui ne voient pas leurs charges augmentées et les agents mariés qui subissent un accroissement de dépenses.

M. GRIMPRET.- Pour ma part, j'appuierais les propositions du Directeur Général pour des raisons pratiques. D'une part, en effet, ces propositions ne s'écartent pas des habitudes des Réseaux. D'autre part, nous demeurons en deçà de ce que fait l'Etat pour ses fonctionnaires. Il vaut mieux avoir à compléter ultérieurement, le cas échéant, nos ~~exposés~~ ^{versements}, qu'à nous exposer à les récupérer en partie.

M. LE BESNERAIS.- Je puis donner suite à mes propositions ?

M. LE PRESIDENT.- Elles sont adoptées.

en vue de la séance
du Comité de Direction
du 16 mai 1939

Questions diverses

13 mai 1939

Société Nationale
des
Chemins de fer français

13 mai 1939

Le Directeur Général

RAIPORT AU COMITE DE DIRECTION

Nous rappelons qu'environ 2.000 agents de la Société Nationale, dont une centaine d'officiers, ont été rappelés récemment sous les drapeaux.

Le Comité a bien voulu décider de leur payer leur solde à la fin du mois d'avril sur les bases suivantes :

- agents mariés ou touchant les allocations familiales : congé supplémentaire avec solde;
- célibataires, veufs ou divorcés ne touchant pas d'allocations familiales : attribution d'une allocation égale à la différence entre la solde S.N.C.F. et la solde militaire si cette dernière lui est inférieure.

Nous avons proposé, par ailleurs, d'appliquer à partir du 1^{er} mai le régime suivant :

a) agents faisant partie de la réserve de l'armée active:

mariés et assimilés : allocation égale à la différence entre la solde S.N.C.F. et la solde militaire si cette dernière lui est inférieure;

agents célibataires ou assimilés : attribution d'une allocation égale à la moitié de la précédente.

b) agents faisant partie de la disponibilité de l'armée active :

agents mariés et assimilés : attribution d'une allocation égale à la différence entre la solde S.N.C.F. et la solde militaire si cette dernière lui est inférieure;

agents célibataires ou assimilés : aucune allocation.

Le Comité de Direction avait réservé sa décision dans l'attente de ce que le Gouvernement déciderait lui-même pour les fonctionnaires.

Aucune décision n'a été prise jusqu'ici: nous proposons en conséquence d'appliquer pour la solde de fin mai le régime indiqué ci-dessus, sauf à revoir la question en vue de l'application rétroactive d'un régime plus favorable si cette solution était retenue lorsque sera connu le régime finalement accordé aux fonctionnaires de l'Etat.

Le nombre des agents en cause s'est d'ailleurs réduit et n'atteint plus que 600 environ à l'heure actuelle. Sur cette base le total de la solde à payer aux intéressés à la fin du mois de mai sera de l'ordre de 400.000 fr; s'il leur était appliqué le même régime que fin avril, la dépense serait de l'ordre de 900.000 francs.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Comité de Direction

Séance du 16 mai 1939

Questions diverses

Rémunération des agents mobilisés.

Il est fait lecture de la lettre de M. le Secrétaire Général et de la lettre de M. le Directeur Général.

M. le Secrétaire Général expose que les agents mobilisés ont droit à une indemnité de 100 francs par jour pendant la durée de leur service. Cette indemnité est versée par le Trésor public. M. le Directeur Général expose que les agents mobilisés ont droit à une indemnité de 100 francs par jour pendant la durée de leur service. Cette indemnité est versée par le Trésor public.

à l'usage

deux exemplaires de la lettre)

25 avril 1939

QU. VII - Questions diverses

Rémunération des agents mobilisés

P.V. COURT (d)

Le Comité décide d'appliquer aux agents mobilisés, pour le mois d'avril 1939, le régime appliqué aux agents appelés pour une période de réserve, la question devant faire l'objet d'un nouvel examen pour le ou les mois suivants.

SPENO p. 41 (f)

M. LE BESNERAIS.— Vous m'avez demandé, au cours de la dernière séance, d'examiner quelle était la situation faite aux fonctionnaires dans le cas de rappel sous les drapeaux pour une période excédant la durée d'une période normale de réserve. Des renseignements que j'ai pu recueillir, il résulte qu'aucune solution n'est encore intervenue, si bien que je n'ai pu avoir de précisions sur ce point.

M. ARON.— Personnellement, je n'ai pas entendu parler de l'affaire au Ministère des Travaux Publics. J'ai l'impression que la question ne s'est pas posée jusqu'à présent.

.....

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT.— Il me semble avoir vu passer une circulaire aux termes de laquelle il était prévu que les fonctionnaires rappelés sous les drapeaux cumuleraient leur traitement civil et leur solde militaire. C'est dans ce sens que l'on semble s'orienter.

M. René MAYER.— Est-ce qu'un décret-loi ne règle pas la question ?

M. LE BESNERAIS.— Non. Le décret-loi auquel vous faites allusion a trait à la garantie du maintien de l'emploi.

M. LE PRESIDENT.— Les mobilisés seront assurés de retrouver leur emploi à leur retour.

M. LE BESNERAIS.— En l'absence de points de comparaison sûrs, je vous propose les solutions suivantes : il existe un régime pour les agents de chemins de fer, accomplissant des périodes de réserve. On pourrait appliquer aux agents qui ont été rappelés sous les drapeaux ce régime pour une période limitée, par exemple, pour un mois, ce qui me permettrait de payer normalement la solde du mois d'avril. A partir du 1er mai, je serais d'avis, au contraire, de distinguer entre les deux catégories suivantes :

a) ceux qui font partie de la réserve de l'Armée active et qui ont été rappelés pour une période de réserve qui devrait durer normalement un mois, mais qui, en fait, va durer plus longtemps ;

b) ceux qui font partie de la disponibilité de l'Armée active.

a) Agents appartenant aux classes de réserve.—

Dans cette première catégorie, on ferait une distinction entre les agents mariés ou assimilés, veuf avec charges de

.....

d'éviter la prolongation d'un régime de cumul, qui peut se
concerner la famille, pour lesquels je propose de maintenir, en fait, le
traitement qu'ils touchent à la Société Nationale, en leur
allouant une indemnité égale à la différence entre ce traite-
ment et leur solde militaire;
- et les agents célibataires, ou assimilés, c'est-à-dire
veufs ou divorcés ne touchant pas d'allocations familiales,
qui ne recevraient que la moitié de cette indemnité compensa-
trice.

b) Agents appartenant à la disponibilité de l'Armée active.

M. LE PRÉSIDENT - Dans cette deuxième catégorie, on ferait également une
distinction entre les agents mariés et assimilés, que je pro-
pose de traiter comme les agents correspondants de la première
catégorie, parce qu'ils ont les mêmes charges ;
- et les agents célibataires ou assimilés auxquels je
serais d'avis de supprimer toute allocation à dater du premier
mai.

M. LE PRÉSIDENT - En somme, ils toucheront un traite-
ment qui, en fait, sera le même que celui des fonctionnaires de réserve, dans l'ignorance où nous sommes des mesures qui seront
prises à l'égard des fonctionnaires.

M. LE PRÉSIDENT - Sauf si le solde militaire est supérieur à leur traitement.
M. LE PRÉSIDENT - Je crois que ce que je propose est un
minimum.

M. LE PRÉSIDENT - Pour ce point, j'envisagerais volontiers
d'appliquer le régime de réserve pour le premier mois, ainsi que le propose le Directeur Général. Pour le ou les mois suivants, nous
verrons ce qu'il y aura lieu de faire, compte tenu de ce que fera

M. MARLIO - Oui. En fait, on peut appliquer le régime
des périodes de réserve pour le premier mois, ainsi que le propose le Directeur Général. Pour le ou les mois suivants, nous
verrons ce qu'il y aura lieu de faire, compte tenu de ce que fera
l'Etat pour ses fonctionnaires.

M. LE BESNERAIS - L'essentiel, à mon sens, c'est d'éviter la prolongation d'un régime de cumul, qui peut se concevoir pour l'instant, mais qui risquerait par la suite de devenir abusif.

M. GRIMPRET - Le raisonnement sur les doubles charges qui incomberaient à l'agent marié mobilisé ne me paraît pas très exact.

M. LE BESNERAIS - Pourtant cet agent est obligé de laisser sa famille et de vivre à part, ce qui entraîne pour lui des frais supplémentaires;

M. LE PRESIDENT - Mais la solde militaire n'est-elle pas calculée pour tenir compte de ce fait ?

M. LE BESNERAIS - Je me contente de proposer de leur allouer une indemnité représentative de la différence entre leur solde militaire et leur traitement à la Société Nationale, à partir du 1er mai.

M. LE PRESIDENT - En somme, ils toucheront un traitement qui, au total, n'excédera pas celui qu'ils recevaient à la Société Nationale.

M. LE BESNERAIS - Sauf si la solde militaire est supérieure à leur traitement à la Société Nationale.

M. René MAYER - Pour ma part, j'envisagerais volontiers d'appliquer en avril le régime prévu et de réserver la question pour les mois suivants, dans l'attente de ce que fera l'Etat pour ses fonctionnaires.

M. LE BESNERAIS - D'accord.

M. MARLIO - D'autant que je trouve un peu compliquée

.....

la distinction entre les agents qui appartiennent à la disponibilité de l'armée active et les agents qui effectuent une période de réserve.

M. LE BESNERAIS - Pour nous résumer, j'expliquerai aux agents mobilisés, pour le mois d'avril 1939, le régime appliqué aux agents appelés pour une période de réserve, la question devant faire l'objet d'un nouvel examen pour le ou les mois suivants.

M. LE PRESIDENT - Personne ne demande plus la parole ?
Il en est ainsi décidé.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Comité de Direction

Séance du 25 avril 1939

VII - Questions diverses

- Rémunération des agents mobilisés.

CD Rem : intervention faite par
aucun objet de l'assemblée

Chet Cereuil comme trace de traitement.

pre 1^{er} mai

lesse ligne des periods

ap 1^{er} mai

Rescun 2 la m. cetera =

a) main d'œuvre = main d'œuvre S.N.C.F. (f.c. al. h. 2)

b) Chet = 1/2

dispositif

2) ————— = main d'œuvre

6 = 2 1/2

— | Decis pour cetera Cereuil
La main d'œuvre q. on veut la faire 1/2

18 avril 1939

QU. XII - Questions diverses

1) Rémunération des agents mobilisés

Pas de P.V. COURT

STENO p. 73

M. LE PRESIDENT. - Une note vous a été distribuée sur cette question.

M. LE BESSERAIS. - Les agents qui ont été récemment mobilisés se répartissent en deux catégories : ceux qui font partie des disponibilités de l'armée active et ceux qui appartiennent aux classes de réserve.

Je vous propose d'appliquer à ces derniers les dispositions réglementaires prévues à l'égard des agents du cadre permanent appelés à effectuer une période d'exercices militaires. Les agents mariés ou touchant des allocations familiales seraient considérés en congé supplémentaire avec solde.

M. GRIMPET. - Ils cumuleraient alors leur traitement de cheminot et leur solde militaire ?

M. LE BESSERAIS. - Oui, c'est le régime actuellement en vigueur pour les agents qui effectuent une période d'exercices militaires.

Ils supportent d'ailleurs des dépenses plus élevées, car, outre leurs propres dépenses, il faut qu'ils continuent à assurer la subsistance de leur famille.

M. GRIMPET. - Cela peut conduire à des cumuls de traitement importants.

M. LE BESSERAIS. - C'est la simple application des règles actuelles.

M. GRIMPRET.— La situation n'est pas la même. Cela peut s'admettre pour des périodes de réserve courtes. Mais, dans les circonstances actuelles, la mobilisation peut se prolonger quelques mois.

M. RUFFY.— Il semble que ces errements sont plus avantageux que ceux en vigueur pour les fonctionnaires. Il y aurait lieu de faire le rapprochement.

M. GRIMPRET.— Pourquoi fait-on une distinction entre les célibataires et les hommes mariés ?

M. LE BESNERAIS.— Parce qu'ils n'ont pas les mêmes charges. Les premiers peuvent se recréer une nouvelle installation, les autres ont à faire face à une double installation.

Nous faisons la même distinction pour les agents appartenant à la disponibilité de l'armée active, c'est-à-dire qui avaient été libérés en octobre, et qui sont rappelés : nous proposons d'accorder aux agents mariés le même régime de solde qu'à leurs camarades des classes de réserve. Quant aux célibataires, il ne serait pas prévu de solde à partir du mois suivant celui au cours duquel ils ont été rappelés.

M. MARLIO.— Avant de prendre une décision, il faudrait avoir des renseignements ^{complémentaires} sur ce que l'Etat fait pour ses fonctionnaires.

M. LE PRÉSIDENT.— Oui. En pareil cas, il faudrait toujours faire le rapprochement, pour nous permettre de décider en pleine connaissance de cause.

Je vous propose donc d'ajourner l'examen de cette question à huitaine.

Le Directeur Général

RAPPORT AU COMITE DE DIRECTION

Rémunération des agents
mobilisés

Les agents récemment rappelés sous les drapeaux sont actuellement au nombre de 2.040 dont 97 officiers et 1.943 sous-officiers et soldats.

Ces 2.040 agents du cadre permanent font partie de la disponibilité de l'armée active (961) et des classes de réserve (1079); ils se répartissent en 1.076 agents mariés et 964 célibataires.

Le régime de solde prévu par les dispositions réglementaires en vigueur à l'égard des agents du cadre permanent appelés à effectuer une période d'exercices militaires est le suivant :

	Situation de famille	Régime de solde
Agents commissionnés	1 ^{er} - agents mariés ou touchant des allocations familiales	Congé supplémentaire avec solde
	2 ^e + agents célibataires, veufs ou divorcés ne touchant pas d'allocations familiales	Congé sans solde. Attribution d'une allocation égale à la différence entre la solde S.N.C.F. et la solde militaire si cette dernière lui est inférieure. (1) ...

(1) Cette allocation est égale à la différence entre :

- la solde de la S.N.C.F., c'est-à-dire la solde qu'aurait touché l'intéressé s'il avait été en congé pendant toute la durée de son absence pour période d'instruction militaire;
 - et la solde militaire y compris les allocations familiales et éventuellement les indemnités de détachement dans les camps d'instruction, mais à l'exclusion des indemnités d'habillement et de déplacement. Pour la détermination du taux de la solde militaire des sous-officiers, caporaux et hommes de troupe, on tient compte du fait que les intéressés sont nourris par le corps auquel ils sont affectés; la valeur des avantages ainsi fournis en nature est forfaitairement évaluée à :
- 6 frs par jour pour les sous-officiers,
 - 8 frs par jour pour les caporaux et hommes de troupe.

Agents à l'essai.

Situation de famille.	Régime de solde
1 ^{re} - Agents mariés ou touchant des allocations familiales	Congé supplémentaire avec solde ne retardant pas la date du commissionnement
2 ^e - Agents célibataires, veufs ou divorcés ne touchant pas d'allocations familiales	Congé sans solde ne retardant pas la date du commissionnement. Attribution d'une allocation égale à la différence entre la solde S.N.C.F. et la solde militaire si cette dernière lui est inférieure (1).

Bien qu'en raison de son caractère spécial et de sa durée probable le rappel visé ci-dessus ne rentre pas dans le cadre des périodes militaires auxquelles s'appliquent les dispositions réglementaires indiquées ci-avant, nous serions d'avis d'adopter ces dispositions en faveur des agents rappelés appartenant aux classes de réserve - qu'ils soient mariés ou célibataires.

Pour les agents appartenant à la disponibilité de l'armée active, une distinction serait à faire entre les agents mariés et les célibataires; les agents mariés pourraient bénéficier, pendant leur absence, du même régime de solde que leurs camarades des classes de réserve; par contre, il ne serait pas prévu de solde pour les agents célibataires à partir du mois suivant celui au cours duquel ils ont été rappelés, la solde du dit mois leur ayant été payée au moment de leur rappel suivant les errements d'usage.

Indépendamment des 2.040 agents du cadre permanent, environ 200 auxiliaires ont été rappelés; les auxiliaires ont été réglés au moment de leur rappel et nous n'envisageons pas de leur payer une solde pendant leur absence.

LE BESNERAIS.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 18 avril 1939

XII - Questions diverses

- Rémunération des agents mobilisés -

C.A. 5 Octobre 1938

Question X - Questions directes

2º) Situation des agents mobilisés .-

M. LIAUD demande quelle situation la S.N.C.F. se propose de faire aux agents qui ont été mobilisés.

M. LE BESNERAIS répond que ces agents sont traités comme les réservistes. Les agents mariés sont en congé avec solde et les agents célibataires, non chargés de famille, touchent la différence entre leur solde militaire et leur traitement.

Question VIIIc) Situation du personnel mobilisé.-Pas de PV court -

M. LE PRESIDENT.- La question de savoir comment régler la situation du personnel qui a été mobilisé est délicate. Il importe de connaître tout d'abord le nombre des mobilisés.

M. LE BESNEHAIS.- 9.000 environ.

Je dois présenter au Comité des propositions d'ensemble valables en cas de mobilisation générale. J'avoue que je ^{ne} suis pas prêt. Mais une situation est réglée : celle de nos agents qui viennent d'être appelés récemment, soit pour accomplir une période, soit comme mobilisés. Pour les réservistes chargés de famille, la période d'exercice est assimilée à un congé avec solde, tandis que pour les réservistes célibataires, nous octroyons la différence ^{leur} entre ~~ix~~ solde militaire et le montant de leur traitement comme agents de la Société Nationale. Aucune règle n'avait été établie pour les mobilisés, mais, dans les circonstances actuelles, il me paraît impossible de traiter d'une manière différente ceux qui ont été rappelés au titre de période de réserve et ceux qui ont été appelés au titre de la mobilisation partielle.

M. René MAYER.- Les affiches portaient, d'ailleurs : "Appel de réservistes". Les mobilisés étaient donc assimilés aux réservistes.

M. LE PRESIDENT.- Le Comité est d'accord sur la proposition de M. le Directeur Général.

M. LE BESNEHAIS.- Je vous soumettrai des propositions ultérieures pour le cas de mobilisation générale.

M. GRIMPRET.— Est-ce que le règlement de la situation du personnel mobilisé tel que vous l'envisagez représente une grosse dépense ? Est-ce que l'appel des agents nous a conduit à embaucher du personnel supplémentaire ?

M. LE BESNERAIS.— Non. Seulement, il nous faudra rémunérer des heures supplémentaires. L'ensemble de la dépense occasionnée par la mobilisation des agents correspond à 6 M. environ.

M. LE PRESIDENT.— Dont un ou deux millions d'heures supplémentaires.

Sténo

Question 135

b) Personnel mobilisé.-

Le Comité procède à un échange de vues sur certaines questions soulevées par les événements actuels et notamment celle du traitement à payer au personnel mobilisé. Il poursuivra cet échange de vues à une séance ultérieure.

Question III

Traitement des
agents mobilisés.

(S)

M. LE BRESNERAIS pose la question du traitement qu'il y aurait lieu ~~de leur accorder~~ d'allouer, le cas échéant, aux agents mobilisés.

M. LE PRESIDENT - Le Comité ^{estime} ~~est d'accord~~ qu'il y aurait lieu de se conformer à ce que ferait l'Etat pour ses fonctionnaires.

Situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux

Décret-loi du 29. 7.39	(J.O. du 30. 7.39)
Décret 29. 7.39	(J.O. 30. 7.39)
Circulaire 25. 8.39	(J.O. 31. 8.39)
Décret 1. 9.39	(J.O. 6. 9.39)
Décret-loi 25.12.39	(J.O. 17. 1.40)

Lois et Décrets du 17 janvier 1939

Extrait du Décret n° 101 du 23 décembre 1938 modifiant et complétant le décret du 1er septembre 1939, modifié par le décret du 7 septembre 1939 relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre.

ART. 1er - L'article 4 du décret du 1er septembre 1939 relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, modifié par le décret du 7 septembre 1939, est modifié et complété par un alinéa ainsi conçu :

"En vue de faciliter l'application des dispositions qui précèdent, des instructions du ministre des finances précisent, pour le calcul de l'indemnité différentielle, de décider qu'il sera substitué aux soldes journaliers réglementaires des années précédentes arrondies, occasion à la fois aux fonctionnaires des années antérieures à celle de l'année de référence.

"Les intéressés pourront en faire connaître le montant au service compétent."

ART. 2

L'article 7 du décret du 1er septembre 1939 est modifié ainsi qu'il suit :

"Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ci-dessus ne sont en aucun cas applicables aux personnels de l'Etat qui ont été affectés à des emplois de l'Etat à l'expiration de leur période de détachement ou de leur période de disponibilité dans une autre position officielle."

"Elles sont applicables aux agents placés en position de détachement ou de disponibilité au moment de leur affectation à une autre position officielle, qui ont été affectés dans leurs cadres d'origine postérieurement à la date de leur affectation générale, au cas où leur affectation à leur nouvelle position officielle est postérieure à celle de leur affectation générale, les intéressés devant être considérés comme affectés à l'expiration de leur période de détachement ou de leur période de disponibilité dans leur position officielle."

Lois et décrets (p. 11162)

Présidence du Conseil

Décret du 1er septembre 1939

Décret fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 5 août 1914, relative au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation, modifiée par l'article 57 de la loi du 8 janvier 1925;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 1^{er}. — Les dispositions du présent décret règlent la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale.

Elles cessent d'être applicables, soit à la date de cessation des hostilités, soit à la date fixée par un décret rendu en conseil des ministres.

Art. 2. — Pendant la durée d'application du présent décret tout avancement de grade, classe ou échelon est suspendu pour tous les personnels des administrations, services et établissements visés ci-dessus. Toutefois, le temps passé sous les drapeaux ou dans un service civil pendant la même période entre en compte pour sa durée effective, dans le calcul de l'ancienneté

exigée pour les avancements qui seront attribués postérieurement à la date de cessation des hostilités. Le rappel du temps de service ainsi accompli sera effectué dans les conditions prévues par les lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924. Ce temps entre également en compte pour la constitution du droit à pension ainsi que pour la liquidation de la pension.

Art. 3. — Pendant toute la durée d'application du présent décret, l'admission de nouveaux agents soit dans les services ou établissements existants, soit dans des services nouvellement créés que ces agents appartiennent déjà à d'autres services de l'Etat ou qu'ils soient recrutés parmi les personnes étrangères à l'administration, ne peut être effectuée qu'à titre précaire, et essentiellement révocable.

Les intéressés ne peuvent être constitués qu'en cadres temporaires, obligatoirement dissous dans le délai de trois mois au plus tard suivant la date de cessation des hostilités. Leur situation est réglée dans les conditions prévues au titre IV ci-après.

TITRE II

FONCTIONNAIRES ET AGENTS APPELÉS SOUS LES DRAPEAUX

Art. 4. — Les fonctionnaires et employés civils titulaires des administrations, services ou établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif, reçoivent, lorsque dans le cas visé à l'article 1^{er} ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux, la solde militaire attachée à leur grade dans l'armée et ses accessoires.

Toutefois, lorsque la solde est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficiaient dans leur administration au moment où ils ont été appelés ou rappelés

sous les drapeaux, il leur est accordé, par l'administration d'origine, une indemnité égale à la différence entre, d'une part, le montant total du traitement ou salaire augmenté, le cas échéant, des indemnités soumises à retenue et de l'indemnité spéciale temporaire dont ils bénéficiaient dans leur emploi civil et, d'autre part, le montant de la solde proprement dite majorée, s'il y a lieu, de l'indemnité spéciale temporaire.

Les intéressés pourront, en outre, le cas échéant, recevoir :

Les indemnités pour charges de famille ;
L'indemnité de résidence calculée d'après le taux applicable à la localité où ils exerçaient leurs fonctions au moment de leur appel sous les drapeaux dans la mesure où cette indemnité excéderait le montant de l'indemnité pour charges militaires qui pourrait leur être allouée au titre de la solde.

Art. 5. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux personnels auxiliaires appelés sous les drapeaux et qui appartiennent à une administration de l'Etat depuis six mois au moins au moment de la mobilisation.

Le salaire à prendre pour base, pour la détermination éventuelle de l'indemnité différentielle prévue à l'article précédent est le salaire proprement dit perçu au moment de l'appel sous les drapeaux, à l'exclusion des accessoires autres que l'indemnité spéciale temporaire.

Art. 6. — Des arrêtés du ministre des finances détermineront, pour les fonctionnaires et agents titulaires de postes comptables qui sont rétribués au moyen d'un traitement et de remises, la fraction des remises soumises à retenues dont le bénéfice peut être maintenu.

Art. 7. — Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ci-dessus ne sont applicables aux agents mobilisés de toutes catégories, mais qui n'auront été admis dans les administrations que postérieurement à la date de mise en application du présent décret, que si, au moment de leur appel ou de leur rappel sous les drapeaux, les intéressés réunissent un an au moins de services effectifs à l'Etat depuis la date de la mobilisation.

Il en est de même des agents placés en position de détachement auprès d'établissements privés, en position de disponibilité ou dans toute autre position similaire, qui auraient été réintégrés dans leur administration postérieurement à la mobilisation.

Art. 8. — En dehors des délégations qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire conformément aux règlements existants, les fonctionnaires et employés qui font l'objet des dispositions du présent titre peuvent donner à quiconque délégation de toucher tout ou partie des émoluments civils définis aux articles 4, 5 et 6 ci-dessus.

TITRE III

FONCTIONNAIRES ET AGENTS MAINTENUS DANS LES ADMINISTRATIONS

Art. 9. — Les fonctionnaires et agents maintenus dans leur emploi civil ne peuvent, pendant toute la durée d'application

du présent décret, recevoir d'autres émoluments que ceux afférents à l'emploi, au grade, à la classe ou à l'échelon dont ils étaient titulaires au moment de la mise en application des présentes dispositions. Toutefois, ceux d'entre eux qui, avant cette date auraient fait l'objet de promotions ou de nominations régulières à d'autres emplois ou échelons, pourront, à compter de la date où ces promotions ou nominations seront devenues effectives, et à la condition qu'ils aient réuni à la date de la mobilisation les conditions minima d'ancienneté requises, recevoir le traitement ou salaire afférent à leur nouvelle classe ou à leur nouveau grade ou emploi. Cette disposition s'applique également aux fonctionnaires et agents mobilisés, à partir du moment où la nomination ou promotion serait devenue effective, s'ils avaient été maintenus dans leur emploi civil.

Art. 10. — Tout fonctionnaire ou agent peut être désigné pour occuper, soit dans le service auquel il appartenait au moment de la date de mise en application du présent décret, soit dans tout autre service de l'Etat, un emploi comportant normalement une rémunération supérieure à celle attachée à son emploi d'origine. Il continue dans cette position à recevoir la rémunération dont il bénéficiait dans son précédent emploi, emploi dans lequel il est obligatoirement réintégré à la date de cessation des hostilités, si à cette date il figure encore dans les cadres de son service d'origine. Toutefois, dans la limite des crédits ouverts pour cet objet il peut lui être alloué, s'il y a lieu, une indemnité de fonctions non soumise à retenues pour le service des pensions civiles dont le montant ne peut en aucun cas excéder ni le tiers de la différence entre le traitement de début afférent aux nouvelles fonctions et le traitement attaché à l'emploi d'origine, ni le tiers de ce dernier traitement.

TITRE IV

AGENTS RECRUTÉS PENDANT LA PÉRIODE DES HOSTILITÉS

Art. 11. — Les employés ou agents recrutés pendant la période d'application du présent décret sont rangés dans des cadres temporaires conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Ils sont rémunérés dans les conditions suivantes :

a) Agents appartenant déjà à une administration appelée à un autre emploi. — Ces agents conservent la rémunération dont ils bénéficiaient dans leur administration d'origine ; il peut leur être accordé une indemnité dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus ;

b) Agents retraités. — Les retraités rappelés ou maintenus en activité dans les cas prévus par le présent décret reçoivent de l'administration qui les emploie une indemnité non soumise à retenues pour pensions, dont le montant est égal à la différence entre le montant de leur pension et le montant du traitement de début net afférent à l'emploi qu'ils occupent. Toutefois, cette indemnité peut, s'il y a lieu, être fixée au tiers du montant de la pension sans pouvoir excéder le tiers du traitement de début de l'emploi occupé,

Ils sont, en outre, admis dans les conditions générales au bénéfice de l'indemnité de résidence.

Les retraités visés par le présent article ne peuvent acquérir de nouveaux droits à pension ;

c) Personnes étrangères à l'administration. — Quel que soit le mode selon lequel elles ont été recrutées, y compris éventuellement la réquisition ou l'engagement, ces personnes sont rétribuées au moyen d'un salaire ou d'une indemnité non soumis à retenues pour pensions civiles qui ne peuvent être supérieurs au traitement ou salaire de début de l'emploi occupé ou de la fonction à laquelle cet emploi aura été assimilé, en vertu d'un décret contresigné par le ministre des finances. Il leur est accordé, en outre, dans les mêmes conditions que pour les personnels auxiliaires temporaires de l'Etat, l'indemnité de résidence et l'indemnité pour charges de famille.

Des décrets fixeront, dans chaque cas, les titres et conditions exigées des personnes étrangères à l'administration pour l'accès aux divers emplois.

Art. 12. — Les agents qui, ultérieurement, seraient versés dans un cadre de titulaires, pourront, sur leur demande, faire valider, au titre de la retraite, les services qu'ils auront accomplis dans le cadre provisoire.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 13. — Les ministres peuvent déléguer par arrêté aux directeurs généraux, directeurs ou chefs de services placés à la tête des différentes branches de l'administration, les pouvoirs qu'ils détiennent en matière de nominations, d'avancement et de discipline.

Ils peuvent de même instituer des conseils de direction investis des pouvoirs accordés normalement au conseil des directeurs ou à l'organisme en tenant lieu en ce qui touche ces mêmes objets.

Art. 14. — Les pouvoirs disciplinaires accordés, par les textes qui régissent l'administration intéressée, au ministre et au conseil des directeurs ou organismes en tenant lieu, peuvent être transférés, dans les conditions prévues par l'article précédent, aux directeurs généraux, directeurs et chefs de services et aux conseils de direction.

Les délais prévus par la procédure disciplinaire sont réduits de moitié.

Les agents des cadres provisoires sont soumis au régime disciplinaire des cadres normaux correspondants.

Art. 15. — Tout fonctionnaire ayant au moins le grade de chef de bureau ou un grade équivalent ou occupant une fonction équivalente à celle d'un titulaire de ces grades peut prononcer la suspension avec privation de traitement d'un agent placé sous ses ordres ayant commis une faute grave, sans avoir à référer sans délai, par la voie hiérarchique, au ministre ou à celui de ses supérieurs hiérarchiques investis des pouvoirs disciplinaires prévus par l'article 13 du présent décret. Le ministre ou

ce dernier fonctionnaire engagé, s'il y a lieu, la procédure disciplinaire prévue pour le cadre auquel appartient l'agent en cause.

Des sanctions disciplinaires peuvent être infligées pour manquement aux ordres donnés en ce qui concerne l'exécution des mesures de sauvegarde prévues contre les atteintes de l'ennemi.

Sont suspendues, pendant la période d'application du présent décret, les dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 16. — Des décrets ultérieurs régleront la situation des personnels de l'Etat dont la rémunération est déterminée en fonction des salaires pratiqués dans l'industrie.

Art. 17. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret, et notamment celles de la loi du 5 août 1914 modifiée.

Art. 18. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 19. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LERRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Circulaire pour l'application du décret du 29 juillet 1939 (*Journal officiel* du 30 juillet, p. 9675) fixant le mode de calcul de l'indemnité différentielle dont peuvent, le cas échéant, bénéficier les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux.

Paris, le 25 août 1939.

En vue de la perception de l'indemnité différentielle visée au décret du 29 juillet 1939, inséré au *Journal officiel* (p. 9674), les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux devront souscrire une déclaration du modèle annexé à la présente circulaire.

Cette déclaration, après avoir été certifiée par le chef de corps ou par l'intendant militaire ordonnateur de la solde, selon qu'il s'agit de militaires appartenant à un corps de troupe ou de militaires sans troupe, sera adressée directement, par les intéressés, à leurs administrations respectives.

Cette déclaration ne devant être renouvelée qu'en cas de modifications survenues dans la situation militaire des intéressés (changement de grade ou d'échelon), les chefs de corps ou de services devront notifier, sous leur responsabilité, lesdites modifications aux administrations dont relèvent les intéressés, à charge par elles d'inviter, si elles le jugent utile, leurs ressortissants à renouveler leur déclaration.

DECLARATION

A FAIRE PAR UN FONCTIONNAIRE CIVIL, RAPPELÉ SOUS LES DRAPEAUX, A L'EFFET DE PERCEVOIR L'INDEMNITÉ DIFFÉRENTIELLE VISÉE AU DÉCRET DU 29 JUILLET 1939

Ministère de

Je soussigné (nom et prénoms, fonctions civiles et domicile habituel) déclare, en vue du paiement de l'indemnité différentielle visée au décret du 29 juillet 1939, avoir été rappelé sous les drapeaux le (date), en qualité de (grade), au (corps ou service) et percevoir :

(1) Une solde (journalière ou mensuelle, selon qu'il s'agit de militaires à solde journalière ou à solde mensuelle) de fr. par (jour au mois).

(1) Une indemnité spéciale temporaire mensuelle de

(1) Une majoration mensuelle de solde de

(Date et signature:)

Certifié exact:

Le chef de corps ou l'intendant militaire (1).

(1) Rayer les mentions inutiles.

Lois et décrets (p. 9673)

Ministère des Finances

Décret du 29 juillet 1939

**Décret relatif à la situation
des fonctionnaires
rappelés sous les drapeaux.**

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la
guerre et du ministre des finances,

Vu le décret du 29 juillet 1939 relatif
à la situation des fonctionnaires, agents
et ouvriers de l'Etat rappelés sous les
drapeaux.

Décète :

Art. 1^{er}. — Les fonctionnaires, agents et
ouvriers de l'Etat rappelés sous les dra-
peaux recevront, à l'expiration du délai
visé à l'article 1^{er} du décret du 29 juillet
1939 précité, une indemnité différentielle
fixée comme suit :

En ce qui concerne les fonctionnaires
et agents cette indemnité est égale à la
différence entre, d'une part, le montant
total du traitement ou salaire, des indem-
nités soumises à retenues et de l'indem-
nité spéciale temporaire afférente à leur
emploi civil et, d'autre part, le montant de
la solde proprement dite majorée, s'il y a
lieu, de l'indemnité spéciale temporaire.

Pour les fonctionnaires et agents titu-
laires de postes comptables, rétribués au
moyen d'un traitement et de remises la
fraction des remises soumises à retenues
dont le bénéfice pourra être maintenu
aux intéressés sera fixé par arrêté du mi-
nistre des finances.

Pour les ouvriers, l'indemnité différen-
tielle est égale à la différence entre,

d'une part, le montant du salaire pro-
prement dit (salaire nominal) perçu au
moment du rappel sous les drapeaux, à
l'exclusion de tous accessoires autres que,
le cas échéant, l'indemnité spéciale tem-
poraire, et, d'autre part, le montant de la
solde proprement dite majorée s'il y a
lieu de l'indemnité spéciale temporaire.

Art. 2. — Les personnels visés à l'arti-
cle 1^{er} pourront en outre recevoir :

Les indemnités pour charges de famille;

L'indemnité de résidence calculée d'après
le taux applicable à la localité où ils
exercent leurs fonctions;

L'indemnité compensatrice allouée aux
personnels en service dans les départe-
ments du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la
Moselle;

Les majorations de traitements allouées
aux personnels en service dans les colo-
nies, pays de protectorat, territoire sous-
mandat.

Art. 3. — Le président du conseil, mi-
nistre de la défense nationale et de la
guerre, et le ministre des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret qui sera
publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEHRUN.

Par le Président de la République :
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

(19658)

Décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la
situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux.

Décret relatif à la situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 juillet 1939.

Monsieur le Président,

Conformément à la décision adoptée lors des événements de septembre 1938, il a été admis jusqu'à présent à titre provisoire, que les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux en vertu des dispositions du décret-loi du 20 mars dernier seraient placés sous le régime de la loi du 1^{er} juin 1878 relative « au cumul de la solde militaire avec les traitements pour les militaires de réserve appelés en temps de paix à des exercices ou manœuvres » et qu'ils seraient en conséquence autorisés à cumuler leur traitement ou salaire avec leur solde ou prestations militaires dans les conditions prévues par ladite loi et par les dispositions réglementaires prise en vue de son application.

Ce cumul, qui pouvait être considéré comme normal en cas de rappel sous les drapeaux pour une courte période d'instruction, ne saurait, sans abus évident, continuer d'être autorisé en faveur des fonctionnaires ou agents rappelés pour une période qui excède dès à présent trois mois et est susceptible de se prolonger.

Il convient, par suite, de régler sur des bases nouvelles la situation des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux en vertu des dispositions du décret-loi du 20 mars précité. Les mesures que nous avons envisagées

maintiennent pendant une durée d'un mois à compter de leur rappel, et dans les conditions fixées par la réglementation actuellement en vigueur, les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1878.

A l'expiration de ce délai, les intéressés ne bénéficieront que des allocations de solde journalière ou mensuelle attachées à leur grade et à leur situation militaire.

Il nous a paru toutefois qu'il convenait, dans l'hypothèse où les allocations de solde seraient inférieures au traitement ou salaire que percevaient les intéressés dans leur administration, de leur allouer une indemnité différentielle.

Aucun reversement ne sera exigé en ce qui concerne les sommes qui ont été perçues ou qui seraient dues en vertu de la réglementation en vigueur pour la période antérieure au 30 juin 1939.

Ces diverses mesures s'appliquent aux militaires de la disponibilité et des réserves rappelés sous les drapeaux ou conservés temporairement au delà d'une période réglementaire d'instruction, à l'exclusion de ceux qui ont été maintenus à

leur corps après avoir terminé leurs obligations légales d'activité.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du ministre des finances,

Vu la loi du 1^{er} juin 1878,

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux,

Vu le décret du 20 mars 1939 modifiant la loi du 31 mars 1928 en ce qui concerne le rappel des réservistes,

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, de la disponibilité et des réserves, rappelés sous les drapeaux, en vertu du décret-loi du 20 mars 1939, bénéficient, pendant une durée d'un mois, à compter de leur rappel, et dans les conditions fixées par la réglementation actuellement en vigueur, des dispositions de la loi du 1^{er} juin 1878, relative au cumul de la solde militaire avec le traitement pour les militaires de réserve appelés en temps de paix à des exercices de manœuvres.

Art. 2. — A l'expiration du délai d'un mois prévu ci-dessus les fonctionnaires, agents et ouvriers visés à l'article précédent reçoivent les allocations de solde journalière ou mensuelle attachées à leur grade et à leur situation militaire.

Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 3, lorsque les allocations de

solde sont inférieures au traitement ou salaire dont les intéressés bénéficieraient dans leur administration, il leur est accordé, par cette administration, une indemnité différentielle ~~soumise aux retenues pour pensions dans la mesure où le sont les émoluments afférents à l'emploi civil auxquels elle se rapporte.~~

Les modalités d'application des dispositions qui précèdent, ainsi que les conditions suivant lesquelles les fonctionnaires, agents et ouvriers précités, pourront conserver les indemnités pour charges de famille et à caractère résidentiel seront fixées par décrets simples.

Art. 3. — L'application du présent décret n'entraînera pour les fonctionnaires, agents et ouvriers qui en font l'objet, aucun reversement des sommes qu'ils ont perçues ou qui leur seraient dues en vertu de la réglementation en vigueur pour la période antérieure au 30 juin 1939.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.